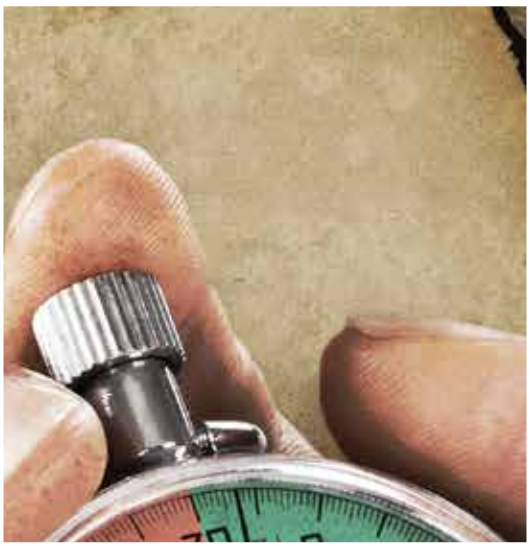
adf
AFRICA DEFENSE FORUM



UNE RÉPONSE RAPIDE

En cas de catastrophe, le temps presse

EN PLUS

Une conversation avec le Dr John Nkengasong du CDC africain

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

VOLUME 10 | 3er TRIMESTRE

8

articles

8 **Leçons apprises**
L'épidémie d'Ebola a fait ressortir les points faibles des systèmes de santé du continent. Les autorités sont déterminées à en venir à bout.

14 **Se préparer à l'inconnu**
Une conversation avec le Dr John Nkengasong des CDC africains sur la façon d'anticiper la prochaine pandémie.

20 **La capacité de répondre**
Afin d'intervenir dans les crises et de soutenir leurs missions, les militaires africains doivent faire une priorité de la logistique.

26 **Affronter les catastrophes**
La Force africaine en attente peut se déployer en cas de catastrophes naturelles et de crises humanitaires.

32 **Combattre la famine**
Suivre et soulager la faim relève parfois du défi. Le point crucial pour les soldats ? Connaître leur rôle.

38 **La lutte pour la terre fertile**
Les éleveurs et les agriculteurs d'Afrique sont en conflit. Boko Haram y voit une opportunité.

44 **En guerre contre le paludisme**
Cette maladie transmise par les moustiques est un problème pour le continent, mais un programme va équiper les forces armées d'Afrique pour la combattre.

50 **Les soldats à la rescousse**
Les forces armées ont les capacités et les outils nécessaires pour faire face aux crises.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

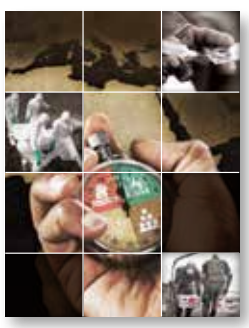
64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com



EN COUVERTURE : Cette illustration photographique d'*ADF* utilise un chronomètre pour indiquer l'importance d'une réponse rapide aux catastrophes. La face du chronomètre contient des images représentant l'inondation, l'incendie, les personnes déplacées et la maladie. Il est placé sur un arrière-plan de photos montrant divers aspects de la réponse aux urgences.

PHOTOS DE MONUSCO, REUTERS

POINT DE VUE

Dans une crise, la vitesse est essentielle. Que ce soit une catastrophe naturelle, une épidémie ou un conflit, les professionnels de la sécurité savent que s'ils peuvent traiter un problème à ses débuts ils auront une meilleure chance de le contrôler.

Malheureusement, les catastrophes ne se produisent pas toujours dans des endroits qui permettent une réponse rapide. Certaines des crises les plus mortelles d'Afrique, notamment l'épidémie d'Ebola en 2014-2016, ont commencé dans des pays avec des ressources limitées et dans des régions éloignées dont l'accès est difficile.

La préparation à ce genre de crise nécessite une planification au niveau national, régional et continental. Elle exige aussi un engagement qui dure plus longtemps que la frénésie d'attention associée à un événement particulier. Les leaders africains de la sécurité et les institutions de santé publique démontrent qu'ils peuvent relever ce défi.

Début 2017, l'Union africaine lance les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies, avec leur siège social à Addis-Ababa, en Éthiopie. Cette agence continentale de la santé publique, qui est la première de ce type, vise à améliorer les réseaux de laboratoire, les systèmes de surveillance des maladies et la planification des épidémies en Afrique. Les CDC africains appliquent les leçons de l'épidémie d'Ebola pour assurer que le continent soit mieux préparé à affronter le prochain défi lié à la santé.

Le secteur africain de la sécurité joue aussi un rôle majeur. La Force africaine en attente de l'Union africaine suit des directives pour les opérations de soutien à l'action humanitaire et aux catastrophes naturelles qui permettront de rassembler une vaste gamme de ressources civiles et militaires pour répondre aux crises. En outre, l'UA met en place des mécanismes pour résoudre les problèmes logistiques. Les programmes de partage des capacités de pont aérien entre les pays et de prépositionnement des stocks pour assurer le déploiement rapide des forces armées aideront à assurer que ces forces puissent répondre aux crises n'importe où et n'importe quand.

Les pays individuels donnent l'exemple en découvrant des moyens innovants d'utiliser leurs ressources militaires pour répondre aux catastrophes naturelles. En Zambie par exemple, l'Armée de l'air aide à combattre une invasion de chenilles défoliantes qui ravagent les récoltes du pays.

Dans un monde qui change rapidement, la seule chose qui soit garantie est le fait que les crises d'origine humaine ou naturelle continueront à menacer la planète. Grâce à la formation, à la préparation et au partenariat, les chefs militaires et civils d'Afrique peuvent réduire l'impact de ces crises et sauver des vies.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des déplacés internes fuyant les régions touchées par la sécheresse reçoivent de l'eau dans un centre de distribution à Baidoa, à l'Ouest de Mogadiscio, en Somalie. REUTERS

adf AFRICA DEFENSE FORUM

Une Réponse Rapide

Volume 10, 3e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

L'Afrique fait des progrès dans *la prévention des maladies*

Monsieur l'ambassadeur Olawale Maiyegun, *directeur des affaires sociales pour l'Union africaine, est intervenu le 16 août 2016 à Addis-Ababa, en Éthiopie, lors du briefing du Comité des représentants permanents sur les épidémies de maladie contagieuse de 2016 dans diverses régions d'Afrique. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.*

Bien que les épidémies de maladies infectieuses émergentes ou réémergentes aient survenu partout dans le monde, aucun continent n'a été touché plus que l'Afrique.

L'épidémie d'Ebola était la première expérience réelle de l'Afrique occidentale avec ce virus. Ce qui a commencé comme une flambée épidémique a dégénéré en crise humanitaire, sociale, économique et sécuritaire. Les écoles, les marchés, les commerces, les lignes aériennes et les voies commerciales ont été fermés. L'épidémie a coûté la vie à plus de 11.300 personnes et infecté plus de 28.500, entraînant la dévastation des familles, des communautés et des systèmes médicaux et économiques des trois pays les plus touchés [la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone].

En date du 4 août 2016, 3.867 cas soupçonnés de fièvre jaune ont été signalés en Angola, dont 879 furent confirmés en laboratoire. Le nombre total de décès signalés s'élève à 369, dont 119 parmi les cas confirmés.

En date du 8 août 2016, la République démocratique du Congo (RDC) a signalé 2.269 cas soupçonnés de fièvre jaune. Parmi les 1.943 échantillons de la RDC analysés, 74 cas ont été confirmés, y compris 16 décès.

Beaucoup de pays ont enregistré des progrès remarquables dans la prévention des maladies infectieuses. De ce fait, le fardeau des maladies est de plus en plus défini par l'invalidité plutôt que la mortalité prématurée. Ce sont maintenant les maladies non transmissibles chez les adultes, plutôt que les maladies contagieuses chez les enfants, qui sont les causes majeures de mort et d'invalidité.

Depuis le milieu des années 70, le monde a enregistré l'émergence de 30 nouvelles maladies infectieuses et le retour des maladies mortelles comme le paludisme et le choléra – et beaucoup sont originaires d'Afrique.

La nécessité pour l'UA de créer un programme pour développer la capacité de l'Afrique à répondre à l'avenir aux urgences et aux menaces de la santé publique est une leçon majeure apprise du fait de l'épidémie d'Ebola. La surveillance et la détection des maladies et l'état de préparation aux urgences médicales et aux catastrophes naturelles sont vitaux. En conséquence, les capacités et les systèmes plus que jamais nécessaires pour prévenir, déceler et répondre aux menaces de la santé publique doivent être renforcés afin d'assurer que les pays africains, à moyen ou long terme, atteignent et possèdent tous les systèmes et les capacités du Règlement sanitaire international (RSI). C'est dans ce contexte que l'UA a accéléré la création des Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC africains) et cherche à s'assurer que les CDC africains deviennent pleinement opérationnels au cours des deux prochains mois. Les CDC africains formeront des partenariats avec l'Organisation mondiale de la santé et autres parties prenantes pertinentes pour assister nos états membres à répondre aux lacunes concernant la conformité au RSI, en se complétant entre eux et en assurant leur efficacité.

Les officiels célèbrent l'ouverture des Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies le 31 janvier 2017.
COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

LA VIE MODERNE *s'immisce dans l'ancien commerce du sel*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Chaque matin, des centaines d'hommes se rendent au fond du lit asséché d'un lac éthiopien où ils fendent le sol avec des haches pour en extraire le sel. Ils travaillent sous le regard des chameaux qui transporteront les briques de sel au marché, sur une route qui, selon les historiens, existe depuis le sixième siècle.

Mais le gouvernement ouvre cette région septentrionale isolée pour le bénéfice des investisseurs et des touristes en construisant de nouvelles routes à travers les montagnes environnantes. Les ouvriers, commerçants et conducteurs de caravane déclarent qu'ils pourraient bientôt perdre leur mode de vie traditionnel.

« Si les choses continuent comme cela, notre travail s'arrêtera », déclare le mineur Musa Idris sur le lac Karoum, où les températures peuvent atteindre 50 degrés C.

Des restaurants et des hôtels ont été construits dans la région, appelée aussi dépression de Danakil, pour répondre aux besoins des touristes qui visitent ce paysage singulièrement désolé, formé par l'intersection de trois plaques tectoniques.

La présence du sel dans la région n'a pas échappé à l'attention des entreprises minières.

Près de là, une société éthiopienne a construit une usine qui achemine l'eau du lac vers des étangs d'évaporation pour produire le sel qui, selon les mineurs, est plus cher mais d'une meilleure qualité que les blocs de sel qu'ils exploitent au fond du lac. L'un de ses responsables prédit qu'un jour l'usine deviendra le fournisseur principal de sel dans la région.

Aucun développement n'a peut-être autant affecté l'industrie traditionnelle du sel que les nouvelles routes. Il fallait quatre jours pour conduire les chameaux dans des ravins rocheux entre le lac Karoum et Mekele, la ville la plus proche. Aujourd'hui, la route des caravanes prend fin à Berhale, avant-poste principal du commerce du sel de la région, que les constructeurs ont relié à Mekele par une route goudronnée il y a environ cinq ans. Le voyage prend seulement trois jours.

Environ 5.000 blocs de sel sont amenés chaque jour à un centre de commerce sur un lit de fleuve asséché en bordure de Berhale. De là, ils sont chargés sur camion et transportés vers des destinations éloignées comme le pays voisin du Kenya.

Les mineurs du lac Karoum comme M. Idris se lassent aussi du travail éreintant et des bas salaires de l'industrie, malgré sa longue histoire dans la région. « Si la technologie arrive et change cela, ce serait mieux. »

D'autres préfèrent les traditions. « Nous les considérons comme nos terres arables, donc nous n'avons rien d'autre que cela », déclare le mineur Indris Ibrahim. « J'espère que mes enfants et petits-enfants seront mineurs dans cette région. »

TRANSCEND

UN NIGÉRIAN ENTRE DANS L'HISTOIRE AVEC UN VOL EN SOLO *autour du monde*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le pilote de ligne nigérian Ademola Odujinrin, surnommé « Lola », est devenu le premier aviateur africain à faire le tour du monde en solo.

Ce pilote de 38 ans est parti de Washington, D.C., en septembre 2016 à bord d'un Cirrus SR22, petit avion monomoteur, et a fait escale dans plus de 15 pays sur cinq continents pendant son voyage, selon une déclaration de sa fondation, Transcend.

M. Odujinrin a atterri à son point de départ à l'aéroport de Dulles, non loin de la capitale des États-Unis, le 29 mars 2017.

« Je veux que les enfants africains pensent : "moi aussi je peux le faire !" », déclare M. Odujinrin.

Le site Web Earthrounders indique que M. Odujinrin est le premier Africain parmi les 120 pilotes d'avion qui ont fait le tour du monde en solo, l'Américain Wiley Post ayant été le premier à le faire en 1933.

M. Odujinrin, pilote de ligne depuis 2011, travaille pour Air Djibouti, qui a partiellement financé ce projet.

Le KENYA *va* ROUVRIR *sa* FRONTIÈRE *avec la* SOMALIE

VOICE OF AMERICA

Le gouvernement kényan déclare qu'il ouvrira la frontière avec la Somalie pour stimuler le commerce et permettre aux gens de se déplacer entre les deux pays. Le président kényan Uhuru Kenyatta a aussi promis d'aider la Somalie à lutter contre les militants d'al-Shebab et de soutenir et de former les fonctionnaires. Ses remarques ont été faites à la suite de sa réunion en mars 2017 à Nairobi avec le président somalien Abdullahi Mohamed.

Les frontières sont restées fermées pendant ces 25 dernières années, depuis que la Somalie avait sombré dans une période de conflit. Toutefois, les gens qui vivent dans la région frontalière et les réfugiés ont trouvé des moyens d'entrer au Kenya. M. Kenyatta a déclaré que les pays commenceraient par ouvrir deux postes-frontières à Dobley-Liboi et Mandera-Bula Hawa.

« Une coopération économique étroite entre le Kenya et la Somalie non seulement aidera à améliorer la vie de nos millions de citoyens, mais améliorera aussi la situation sécuritaire en Afrique orientale », a déclaré M. Mohamed. « Par conséquent, mon gouvernement est prêt à travailler très étroitement avec le vôtre pour assurer une pleine coopération économique entre nos deux nations. »

Le Kenya a aussi convenu de former 500 hommes et femmes de Somalie dans divers secteurs économiques, notamment l'enseignement, les soins infirmiers et l'administration, pour stimuler la reprise dans leur pays.

Le Kenya avait prévu de fermer Dadaab, le plus grand camp de réfugiés du monde, à la fin mai 2017, mais M. Kenyatta, qui d'après certains aurait pu changer d'avis, déclare que son gouvernement construira un institut de formation dans ce camp pour l'éducation des diplômés du secondaire.

Le président kényan Uhuru Kenyatta s'exprime lors d'une conférence de presse à Nairobi.
THE ASSOCIATED PRESS

« Le Kenya établira un institut de formation technique pour les jeunes résidant actuellement dans les camps de réfugiés et dans les environs de Dadaab. Je crois que cela aidera beaucoup ces jeunes hommes et femmes pour leur donner les compétences dont ils auront besoin pour le développement et la croissance de la Somalie », déclare M. Kenyatta.

LEÇONS APPRISES

L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA A FAIT RESSORTIR LES POINTS FAIBLES DU SYSTÈME DE SANTÉ DU CONTINENT.

LES AUTORITÉS SONT DÉTERMINÉES À EN VENIR À BOUT.

PERSONNEL D'*ADF*

Une épidémie de méningite au Nord-Ouest du Nigeria a permis de démontrer les progrès accomplis depuis la crise de l'Ebola, même s'il reste bien du travail à faire.

Depuis décembre 2016, une forme hautement contagieuse de méningite cérébro-spinale s'est répandue dans l'état de Zamfara. La méningite est une infection bactérienne mortelle qui fait enfler la colonne vertébrale et le cerveau. Elle est communiquée par les éternuements, la toux et le partage des ustensiles. Elle est fréquente dans le Nord du Nigéria, qui fait partie d'une région connue comme la « ceinture de la méningite ».

Beaucoup de résidents de la région ont été vaccinés contre certains types de méningite. Malheureusement, dans le cas de cette épidémie, il s'agissait d'une souche peu commune, le type C, et le gouvernement ne possédait pas suffisamment de vaccins. Dès avril 2017, on faisait état de 9.646 cas dans 43 zones administratives locales, et de 839 décès.

« Les défis à relever ne sont pas très différents de ceux présentés par l'épidémie d'Ebola », explique le Dr Chikwe Ihekweazu, PDG du Centre nigérian pour le contrôle des maladies (CDC) en s'adressant à *ADF*. « Nous n'avons pas détecté l'épidémie aussi rapidement que nous aurions pu le faire ; nous n'avons pas confirmé les cas aussi rapidement que nous l'aurions pu. Donc, surtout dans le cas de la méningite qui est une maladie assez fréquente dans notre contexte, nous aurions pu être bien plus préparés. »

Après un démarrage lent, le Nigeria a néanmoins progressé. Sous la gestion du CDC nigérian, de la Croix Rouge nigériane, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organisations, le pays a lancé son « équipe de contrôle de l'épidémie ». Les autorités publiques de santé ont dispensé 500.000 vaccins donnés par le groupe international de coordination pour l'approvisionnement en vaccins et ont également demandé l'assistance du gouvernement britannique qui a contribué 800.000 doses supplémentaires. Soixante-deux équipes médicales comprenant chacune un médecin, un infirmier et un laborantin se sont déplacées vers les régions les plus atteintes. Des prélèvements à partir de cas suspects ont été analysés sur le terrain ou acheminés par avion vers des laboratoires.

À la fin avril, le nombre de cas était en diminution et les travailleurs de la santé ont commencé un travail de porte-à-porte afin d'identifier les personnes ayant encore besoin d'assistance. Des informations de santé sous forme d'annonces radio étaient diffusées sur les ondes. Les populations à risque comme les détenus étaient vaccinées.

« Nous apprenons beaucoup ; au moins maintenant, les gens comprennent et acceptent vraiment que nous devons investir dans ces systèmes, dit le Dr Ihekweazu. Il ne s'agit pas de quelque chose qui peut se faire au milieu d'une épidémie. Il faut le mettre en place en amont. »

Travailler en amont, c'est ce que cherche à faire le continent au lendemain de l'Ebola. Le CDC africain, institut continental de santé, a été mis en place et les pays investissent lourdement sur le contrôle des maladies et les réponses.

« Une grande partie des services de santé publique au Nigeria et dans tout le continent est menée par des programmes spécifiques à une maladie, comme ceux pour le VIH, le paludisme, la tuberculose, dit le Dr Ihekweazu. Je pense que nous nous rendons compte un peu tardivement, mais mieux vaut tard que jamais, que nous devons élaborer une approche globale de la prévention, de la détection et de la réponse face aux maladies infectieuses. »

Un garçon se fait vacciner pendant une campagne d'urgence contre la fièvre jaune dans le district de Kinshasa, en République démocratique du Congo. REUTERS

Un travailleur de la santé au Liberia asperge une ambulance avec du désinfectant. REUTERS

LA SURVEILLANCE

La rapidité est l'ennemie de l'épidémie. Les maladies se transmettent à différent rythmes mais elles ont tendance à suivre des schémas déterminés. Par exemple, l'OMS utilise un modèle qui montre que certaines épidémies commencent à prendre de l'ampleur au 10ème jour pour arriver au point culminant le 21ème jour. Plus vite les autorités de santé publique sont en mesure de répondre, meilleures seront leurs chances de succès. C'est sur ce point que la surveillance intervient. Les systèmes destinés à lancer l'alerte sur les épidémies doivent atteindre chaque recoin du pays et doivent permettre au personnel des cliniques isolées de transmettre les informations au gouvernement central.

Le Nigeria a mis en place un système intégré de surveillance des maladies dont l'objectif est de relayer les informations émanant des gouvernements locaux aux autorités régionales, puis fédérales. Ce système est encore largement géré sur papier et reste en attente de modernisation. Le Dr Ihekweazu dit que le pays est en train de mettre en place un système électronique qui permettra l'accès aux données en temps réel, et que ce projet est actuellement réalisé à 40 %. En plus de son réseau formel, le CDC du Nigeria dispose d'un centre d'appel pour recevoir les informations du public sur les incidents sanitaires dangereux.

« Nous n'y sommes pas encore, mais nous rationalisons le bas de la pyramide, depuis les installations médicales jusqu'au gouvernement local, déclare-t-il. Cela nous permettra vraiment de répondre beaucoup plus rapidement que nous le faisons pour le moment. »

D'autres pays mettent en place ce type d'approche. En Sierra Leone, un système de collecte des données en temps réel est en cour de réalisation par l'intermédiaire des centres des opérations d'urgence. Le pays a également un système communautaire de surveillance des événements dans lequel des volontaires sont formés pour avertir des signes de maladie.

« Désormais, on se concentre sur plusieurs maladies plutôt que sur l'Ebola seulement. Les Sierraléonais ont mis en place un système pour pister les maladies dans chaque recoin du pays », explique le Dr Fodae Dafay, directeur de la prévention et du contrôle des maladies en Sierra Leone. « L'Ebola a laissé place à un sentiment d'urgence sur la nécessité de créer un effort coordonné et des flux d'information mieux développés. »

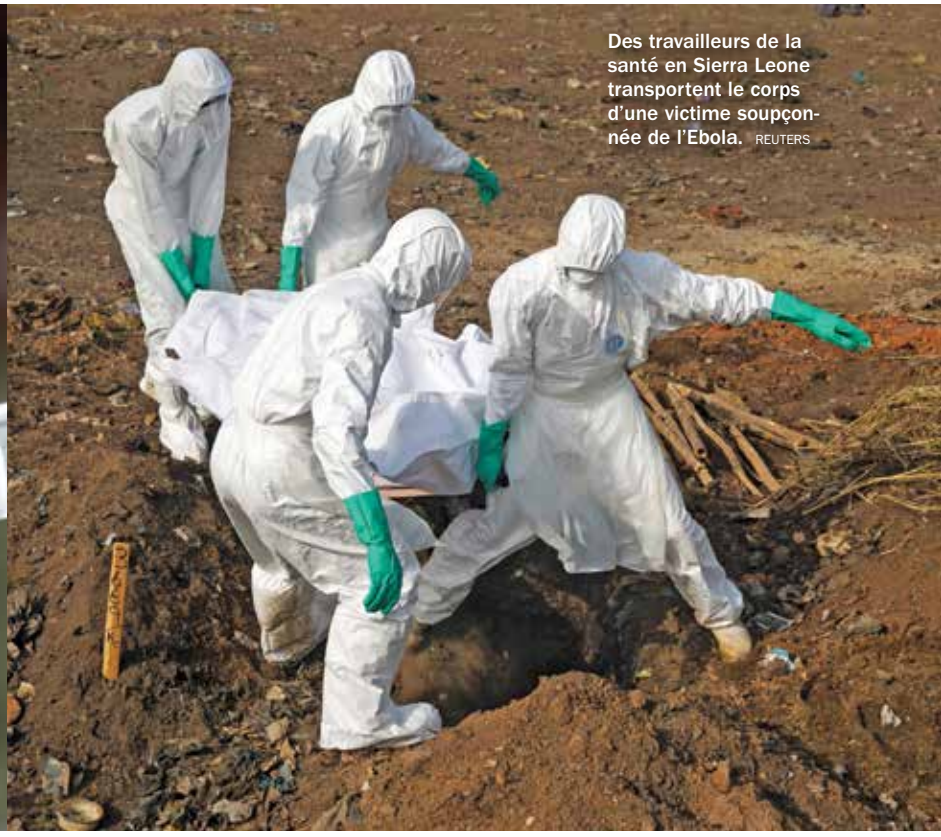
La Banque mondiale a financé un projet d'amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies axé sur l'amélioration de la surveillance, de l'analyse et de la réponse sanitaires dans tous les 15 pays de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest.

LES LABORATOIRES

L'identification adéquate des maladies grâce à des analyses en laboratoire constitue un élément clé. Le cas de l'épidémie de méningite au Nigeria nous a bien montré que même lorsqu'il s'agit d'une maladie bien connue, les souches ou variantes rares peuvent entraîner des problèmes. Trop souvent, les laboratoires se trouvent loin des zones d'épidémie et manquent de ressources.

Cela est particulièrement le cas en Afrique subsaharienne où il n'existe que 34 laboratoires agréés hors

Un travailleur de la santé congolais prépare un vaccin contre la fièvre jaune. REUTERS



Des travailleurs de la santé en Sierra Leone transportent le corps d'une victime soupçonnée de l'Ebola. REUTERS

de l'Afrique du Sud. La plupart des pays de la région, c'est-à-dire 37 pays sur 49, ne possèdent aucun laboratoire agréé selon une étude de 2014 publiée dans *l'American Journal of Clinical Pathology* (Journal américain de pathologie clinique).

Ce manque de laboratoires implique que les maladies sont souvent mal diagnostiquées. Moins de 30 pour cent des décisions médicales en Afrique sont fondées sur un diagnostic correct. À titre de comparaison, ce pourcentage augmente à 70 pour cent aux États-Unis.

« J'ai déclaré publiquement que c'est pour le moment notre maillon le plus faible, déclare le Dr Ihekweazu. La surveillance dépend entièrement d'une infrastructure de laboratoires robuste pour vérifier les maladies. On peut donner un diagnostic clinique, mais on ne peut pas vraiment confirmer une maladie sans une analyse en laboratoire. »

Le CDC africain œuvre pour renforcer ces réseaux de laboratoires et a mis en place un centre de coordination régional dans chacune des 5 régions du continent. Lorsqu'un groupe de cas suspects de maladie apparaît et que le diagnostic est incertain, le centre de coordination prête son concours pour identifier le meilleur laboratoire d'analyse, en tenant compte de l'expertise et de la distance. Le centre s'assure que les échantillons sont prélevés et transportés au laboratoire et que les résultats sont transmis rapidement aux autorités sanitaires concernées.

« Nous apprenons beaucoup ; au moins maintenant, les gens comprennent et acceptent vraiment que nous devons investir dans ces systèmes. Il ne s'agit pas de quelque chose qui peut se faire au milieu d'une épidémie. Il faut le mettre en place en amont. »

~ Dr Chikwe Ihekweazu,
PDG du Centre nigérian pour le contrôle des maladies

LUTTER CONTRE LA PEUR AVEC LES FAITS

Les épidémies sont facilitées par la peur et la désinformation. Les communications efficaces sont le meilleur moyen d'assurer que les civils puissent se protéger et aider les autorités sanitaires et les professionnels de la sûreté dans leur réponse. L'Organisation mondiale de la santé offre des orientations éprouvées sur le terrain sur la façon de communiquer avec le public pendant une crise sanitaire :

1. **GAGNER LA CONFIANCE :** Le principe clé pendant une épidémie est de communiquer de façon à construire, à maintenir et à restaurer la confiance entre le public et les autorités. Sans cette confiance, le public ne croira pas aux informations sanitaires partagées et n'y adhérera pas.

2. **ÊTRE PROACTIF :** Les communications concernant un risque de santé actuel ou potentiel sont essentielles. Une communication tôt dans le processus, même avec une information incomplète, permet d'éviter la propagation des rumeurs et de la désinformation. Plus les autorités tardent à communiquer des informations, plus celles-ci seront reçues avec peur lorsqu'elles seront révélées, surtout si cela provient d'une source extérieure. Une communication tardive érode la confiance et donc la capacité des autorités publiques à gérer une épidémie.

3. **ÊTRE TRANSPARENT :** Afin de maintenir la confiance du public tout au long de l'épidémie, il faut assurer la transparence, notamment des renseignements opportuns et complets sur le risque et la gestion de la maladie. Toute nouvelle information doit être divulguée rapidement. Les gestionnaires de l'épidémie doivent maintenir la transparence avec les organismes partenaires publics et privés. Cela contribue à l'amélioration de la collecte des données, de l'analyse des risques et des prises de décision.

4. **ÉCOUTER :** Comprendre comment le public perçoit le risque ainsi que son point de vue et ses préoccupations reste essentiel. Sans connaître les croyances et les pratiques de la population, ou sa compréhension du risque, il n'est pas possible de mettre en place les décisions et les changements de comportement nécessaires.

5. **PLANIFIER :** La communication publique pendant une épidémie constitue un défi majeur et doit être minutieusement planifiée. La planification est en soi un principe important qui doit être suivi d'actions.

Source: Organisation mondiale de la santé

Des écoliers nigérians se font vacciner contre la méningite.
TESEUM/FLICKR

LA COMMUNAUTÉ

Un des points forts de la réponse à l'Ebola concerne les volontaires dans les communautés affectées, qui se sont organisés pour faire un travail médical important. Cela comprenait l'identification des cas, le suivi des contacts, la dissémination d'informations sanitaires importantes et la mise en place des quarantaines. Maintenant que l'épidémie est terminée, les autorités sanitaires souhaitent capitaliser sur ces efforts communautaires et les pérenniser à l'avenir.

« On dit que ce qui se produit dans la communauté se produit dans la nation », déclare le Dr John Nkengasong, directeur du CDC africain. « Nous prévoyons de concentrer notre attention sur le développement et le renforcement des programmes communautaires de santé publique. »

À cette fin, le CDC africain participe à la création d'un corps de santé publique pour l'Afrique pour former et responsabiliser les citoyens ordinaires. Cette mission recoupe plusieurs activités comme un programme de « force bénévole de réponse rapide », un programme d'épidémiologie sur le terrain, une formation sur les systèmes d'information et sur d'autres expertises importantes. Les autorités espèrent que les habitants deviendront la première ligne de défense contre la propagation des maladies, mais aussi contre les rumeurs néfastes et contre les normes culturelles qui vont à l'encontre du travail à effectuer en santé publique.

« Nous savons que si la communauté ne comprend pas, nos efforts deviennent extrêmement difficiles », déclare le Dr Nkengasong.

LES PLANS

L'épidémie d'Ebola a démontré que, dans plusieurs pays, les plans de réponse en cas de pandémie étaient inexistants, ou existaient sur papier uniquement. Au Liberia par exemple, les officiers militaires ont relaté que la chaîne de commandement pendant l'épidémie n'était pas claire, et que les soldats manquaient de formation pour pouvoir exécuter les taches nécessaires, comme la mise en application des quarantaines.

Le CDC africain veut changer cela. L'organisation commence à travailler avec les gouvernements partout sur le continent pour mettre à jour leurs plans de réponse afin qu'ils puissent les mettre en pratique régulièrement tant au niveau national que régional. Tous les participants prévoient que les militaires trouveront pleinement leur place dans ces exercices.

« Nous voulons nous assurer que les ministères de la Défense soient pleinement engagés, déclare le Dr Nkengasong. Comme cela, en temps de crise, ils peuvent entrer en action et fournir de l'aide avec la logistique et la construction rapide de centres de traitement. » ❑

SE PRÉPARER À L'INCONNU

Une conversation avec le Dr John Nkengasong des CDC africains sur la façon d'anticiper la prochaine pandémie

PERSONNEL D'*ADF*

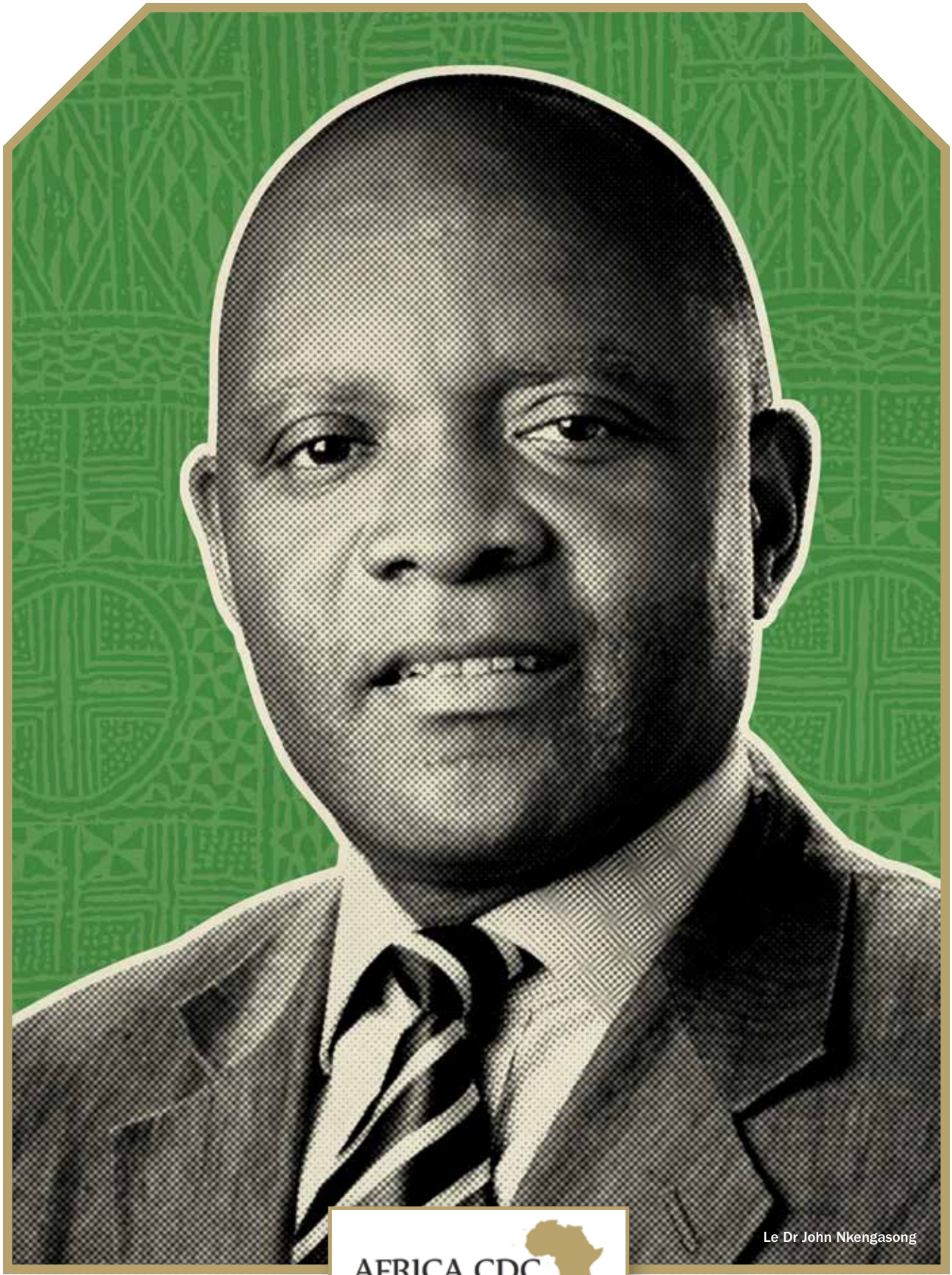
Le Dr John Nkengasong est un virologue qui a consacré sa vie à la recherche des traitements pour les maladies les plus meurtrières du monde. Au cours de sa carrière de 22 ans aux Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies à Atlanta, il a occupé de nombreux postes, notamment chef de la division du laboratoire international et co-président du plan d'urgence présidentiel pour le groupe de travail technique du laboratoire de lutte contre le sida. Né au Cameroun, il est le président fondateur du Conseil d'administration pour la Société africaine pour la médecine de laboratoire et il a servi précédemment comme chef de la virologie en Côte d'Ivoire. Le 1er janvier 2017, il est devenu le premier directeur des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) d'Afrique, agence de santé publique du continent qui fait partie de l'Union africaine. Il parle à ADF dans son bureau d'Addis-Ababa, en Éthiopie. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.

***ADF* : Comment vous êtes-vous intéressé à ce domaine de la médecine et d'où vient cette passion ?**

DR NKENGASONG : Je suis virologue. Cela fait presque 28 ans que je travaille dans la virologie. Et pour être tout à fait franc avec vous, ma passion a commencé avec l'hépatite B. À l'époque, avant le VIH/sida, c'était peut-être l'infection virale la plus dévastatrice, liée au cancer du foie qu'elle causait. Par la suite, j'ai étudié l'hépatite C, puis le VIH/sida depuis 20 ou 25 ans. Je crois que mon intérêt concernant la virologie provient des effets dévastateurs que les virus ont eus dans l'histoire, et aussi de la menace qu'ils continuent à présenter pour les êtres humains.

***ADF* : Comment les CDC africains ont-ils été créés ? Le projet était-il prévu avant l'épidémie d'Ebola de 2014-2015 ?**

DR NKENGASONG : En 2013, les chefs d'état du continent africain se sont réunis à Abuja, au Nigeria. Ils ont considéré plusieurs facteurs, notamment la population du continent qui a vraiment augmenté énormément depuis l'époque où ces pays gagnèrent leur indépendance. Lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été créée en 1947, la population totale de l'Afrique, depuis Le Caire jusqu'au Cap et depuis le Liberia jusqu'à la Somalie, était d'environ 230 millions. Passons à aujourd'hui : le



Le Dr John Nkengasong

AFRICA CDC
Centres for Disease Control and Prevention
Safeguarding Africa's Health

continent a une population de plus de 1,2 milliard. Et nous utilisons toujours la même architecture de santé publique qui avait été établie en 1947. À cause de l'accroissement de la population, il y a un grand mouvement des personnes et nous faisons face aujourd'hui à un certain nombre de maladies qui n'étaient pas présentes à l'époque. Le VIH/sida a été caractérisé il y a seulement 30 ans, mais il a eu une influence dévastatrice sur le continent. La question de la résistance aux microbes est très grave. On anticipe qu'environ 4 millions d'Africains mourront annuellement d'ici à 2050 à cause de la résistance aux microbes, si aucune mesure n'est prise. Finalement, les maladies non transmissibles [maladie du cœur, diabète, cancer] ont un impact croissant.

À cause de tous ces facteurs, on a pensé qu'il serait important de créer une agence de santé publique dont les travaux compléteront et amélioreront ceux que l'OMS conduit actuellement. L'Ebola s'est manifesté en 2014 et cela donna force à l'idée selon laquelle cette agence serait cruciale. Les chefs d'état ont entrepris rapidement de l'établir et elle a été officiellement lancée le 31 janvier 2017.

***ADF* : L'un des objectifs des CDC africains au cours des cinq prochaines années est d'améliorer les systèmes de surveillance et d'information liés à la santé. Que signifie cela et comment cela peut-il aider à identifier les épidémies dans leur phase précoce ?**

Des étudiants travaillent dans un laboratoire de l'Université catholique de Graben à Butembo, en République démocratique du Congo.

AFP/GETTY IMAGES

DR NKENGASONG : Si on avait eu en fait des systèmes en place pour surveiller cette incidence et agir en conséquence, nous aurions décelé l'épidémie d'Ebola très tôt. C'est ce que signifie le renforcement des systèmes de surveillance. C'est la capacité de surveiller et de suivre l'incidence des maladies, et d'agir. Nous avons besoin de systèmes d'information innovateurs et perfectionnés parce que la détection d'un événement dans un lieu éloigné d'un pays n'est pas suffisante ; il faut pouvoir signaler cet événement en temps opportun au niveau suivant du système de santé pour que les mesures requises puissent être prises. Il doit exister un mécanisme de réaction qui fournit une réponse. Cela concerne la détection et la réponse.

***ADF* : Donc, à l'avenir, si par exemple quelque chose se produisait dans une région éloignée de la Guinée, un mécanisme existerait pour le signaler à un responsable local de la santé qui pourrait le transmettre à sa hiérarchie jusqu'au niveau national et obtenir une réponse ?**

DR NKENGASONG : Exactement. En supposant que l'événement se produit dans un lieu éloigné de la Guinée et qu'un professionnel médical de la communauté le décèle, il utiliserait immédiatement le système d'information approprié. Cela pourrait être simplement un téléphone portable que les gens de la communauté savent utiliser pour transmettre les données de santé publique au niveau supérieur, puis ce niveau enverrait un groupe d'experts vers la communauté pour conduire une investigation. Ce n'est pas seulement le laboratoire ; ce sont les épidémiologistes et ceux qui savent comment conduire ces investigations. Ils se rendent sur place, découvrent les faits et agissent. Cela aurait minimisé l'impact de l'Ebola.

***ADF* : Un autre objectif consiste à aider à renforcer les réseaux de laboratoires cliniques et de santé publique dans les cinq sous-régions africaines. Pourriez-vous expliquer le rôle de ces laboratoires ?**

DR NKENGASONG : Le modèle opérationnel des CDC africains est le suivant : les états membres doivent posséder un institut national de santé publique, un CDC mini. Ils pourront établir un réseau de labos dans le pays, avoir une équipe de réponse constituée d'enquêteurs de maladie et d'experts de laboratoire et avoir une salle des opérations d'urgence qui peut être utilisée pour coordonner l'intervention pendant un événement. Finalement, ils doivent avoir un centre d'information perfectionné. Ces instituts de la santé publique travailleront alors avec les centres collaboratifs régionaux. Nous espérons équiper ces centres régionaux de capacités de diagnostic plus avancées. Considérez par exemple le centre régional du Nigeria. Si un événement se produit en Gambie ou en Guinée et qu'il ne peut pas être caractérisé, l'échantillon peut être recueilli et expédié rapidement au centre collaboratif régional, où une technologie de diagnostic avancée sera utilisée pour déterminer ce que c'est et fournir une réponse en temps opportun. Et bien sûr le siège social d'Addis-Ababa en Éthiopie coordonnera tous ces efforts et mettra à disposition une fonctionnalité supplémentaire si besoin est.

***ADF* : Ces réseaux posséderont-ils des installations où on pourra créer et stocker les vaccins ?**

DR NKENGASONG : Oui, cela fait partie du plan. Ils devraient avoir des techniques plus spécialisées dans ce que nous appelons les centres de référence. Je vous en donne un exemple : en Afrique occidentale, nous avons des ressources de santé publique perfectionnées. L'unité du Conseil de la recherche médicale en Gambie ; l'Institut Pasteur à Dakar au Sénégal ; l'Institut Pasteur en Côte

Un employé médical accueille un patient dans un laboratoire d'Abidjan, en Côte d'Ivoire.

REUTERS

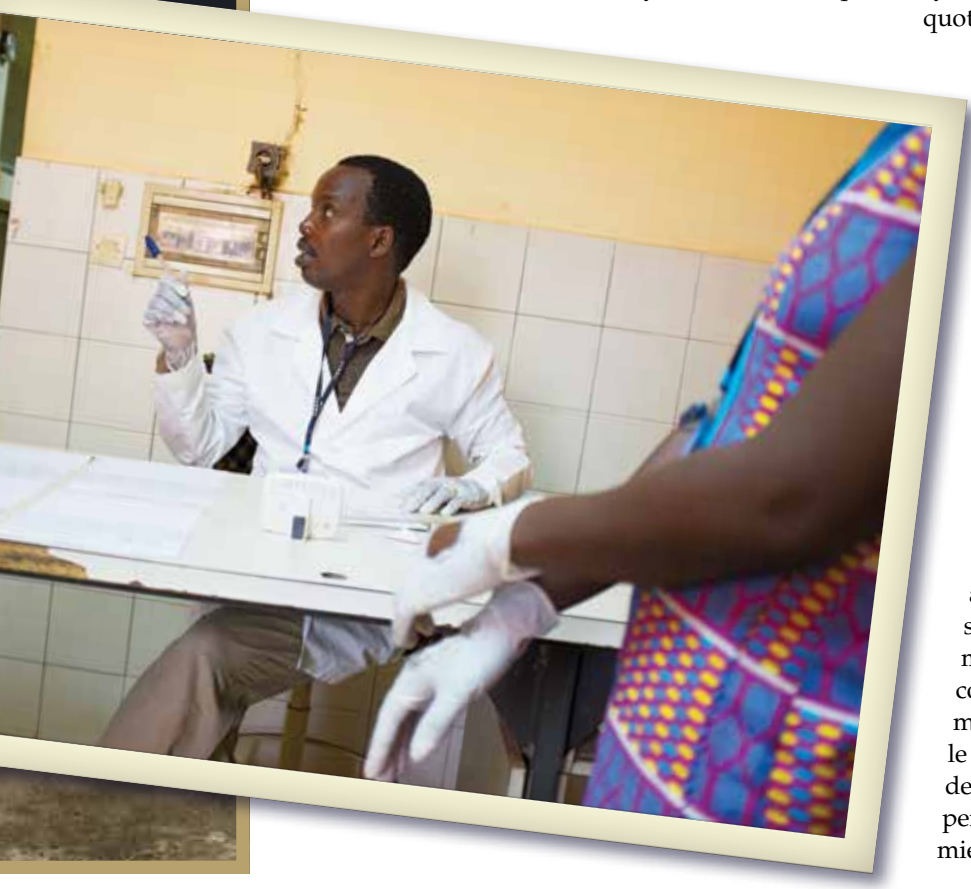
d'Ivoire ; l'Institut commémoratif Noguchi au Ghana ; et le centre régional au Nigeria. Nous n'anticipons pas que tout le monde fera la même chose, mais nous anticipons qu'ils pourront tous accomplir des tâches très spécifiques.

***ADF* : Les CDC africains prévoient aussi d'aider les états membres de l'Union africaine à créer ou améliorer les plans de préparation et de réponse pour les urgences de santé publique. Que doivent faire les pays pour améliorer ces projets ?**

DR NKENGASONG : À l'heure actuelle, de nombreux pays n'ont pas développé de plan de préparation et de réponse aux pandémies. Nous travaillons conjointement avec l'OMS et d'autres organismes tels que la Banque mondiale pour développer une structure sur la façon dont les états membres peuvent développer et mettre en œuvre leurs plans. Nous voulons vraiment qu'ils les développent, mais aussi qu'ils les simulent de temps à autre. Je pense donc que nous pouvons les aider à rechercher les lacunes qui existent et à savoir exactement où se trouvent les lacunes que nous devons combler. Développer ces plans est une chose, les mettre réellement en œuvre est quelque chose d'autre. Nous venons à peine de commencer ; nous n'avons pas encore engagé les états membres mais nous espérons convoquer notre première réunion en août ou septembre au Kenya. Le seul atout que possèdent les CDC africains est qu'ils peuvent convoquer les ministères des pays différents – ministère des Finances, de l'Agriculture, des Communications et de l'Intérieur – et les réunir autour d'une table pour qu'ils puissent vraiment être sur la même longueur d'onde afin de comprendre ce que signifie l'état de préparation et ce que signifie la réponse, de façon coordonnée. Parce que lorsque vous voyez une situation de pandémie comme la crise de l'Ebola, cela cesse d'être une activité relevant du ministère de la Santé publique. Elle commence à être une activité multi-secteurs.

***ADF* : Lorsque vous observez le continent dans vos nouvelles fonctions, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?**

DR NKENGASONG : Le continent africain devrait utiliser l'Ebola comme un signal d'alarme et mettre en commun des efforts pour soutenir ce que le leadership a établi avec les CDC africains afin de renforcer les systèmes dans leur ensemble. La meilleure façon de se préparer pour l'inconnu est de se préparer pour ce que l'on connaît. De cette façon, le système de santé publique peut répondre aux maladies fréquentes que nous combattons chaque jour. Elles sont ce que nous appelons « endémiques » dans notre jargon, notamment le paludisme, le sida, la tuberculose, le choléra. Si donc nous avons des systèmes qui peuvent réagir à ces événements quotidiens, nous nous préparons aussi pour les pires scénarios.



Un chercheur met à l'essai un savon anti-moustiques à Ouagadougou, au Burkina Faso.

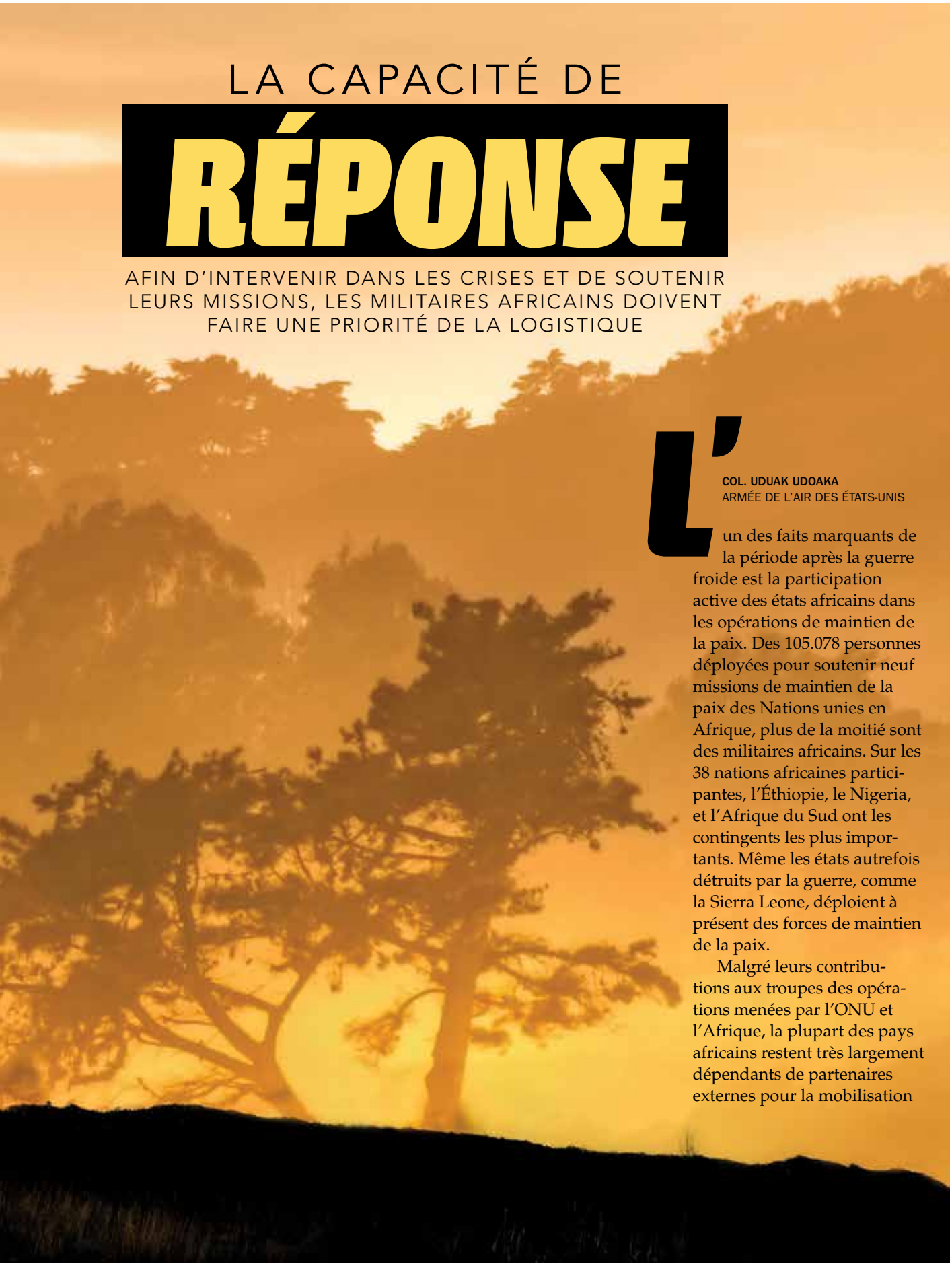
AFP/GETTY

Ma deuxième préoccupation concerne le fait que tout le monde pense à l'Ebola, mais nous devrions nous dire : « Et si ce n'était pas l'Ebola ? Si c'était une pandémie de grippe ? ». Elle serait probablement beaucoup plus difficile à contrôler. Nous devons donc vraiment nous efforcer de penser que, même si nous avons pu contrôler l'Ebola avec succès, cela pourrait être quelque chose d'autre.

Finalement, je dirais qu'il y a trois menaces écologiques différentes que nous affrontons. L'une concerne les maladies qui se propagent par contact. La deuxième, les maladies respiratoires, à propagation aérienne, comme la grippe pandémique. Finalement, les maladies associées à des vecteurs telles que le Zika et la fièvre jaune. Dans notre stratégie de préparation générale, nous devrions donc penser à ces trois menaces écologiques afin de mieux nous préparer pour l'avenir. ❑

LA CAPACITÉ DE RÉPONSE

AFIN D'INTERVENIR DANS LES CRISES ET DE SOUTENIR LEURS MISSIONS, LES MILITAIRES AFRICAINS DOIVENT FAIRE UNE PRIORITÉ DE LA LOGISTIQUE



COL. UDUAK UDOAKA
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

L'un des faits marquants de la période après la guerre froide est la participation active des états africains dans les opérations de maintien de la paix. Des 105.078 personnes déployées pour soutenir neuf missions de maintien de la paix des Nations unies en Afrique, plus de la moitié sont des militaires africains. Sur les 38 nations africaines participantes, l'Éthiopie, le Nigeria, et l'Afrique du Sud ont les contingents les plus importants. Même les états autrefois détruits par la guerre, comme la Sierra Leone, déploient à présent des forces de maintien de la paix.

Malgré leurs contributions aux troupes des opérations menées par l'ONU et l'Afrique, la plupart des pays africains restent très largement dépendants de partenaires externes pour la mobilisation

et la logistique. Les demandes bilatérales de soutien font partie du cycle annuel de planification et de programmation et également des promesses de contribution de chaque pays à la mission. Ces demandes concernent les transports aériens des troupes et des véhicules, les travaux de génie et les capacités médicales. Cette dépendance chronique perdure malgré plus de deux décennies d'assistance externe fournie par les partenaires internationaux. Et cette situation continue malgré les nombreuses indications selon lesquelles les leaders africains manifestent une réelle volonté de développer leurs capacités logistiques.

Certains facteurs ont empêché le développement de capacités logistiques sur le continent. L'un d'eux est la volonté politique. Depuis trop longtemps, les gouvernements n'ont pas fait une priorité de l'investissement en logistique militaire. C'est d'une part dû à la difficulté de créer un récit clair et convainquant afin de justifier les dépenses d'argent pour soutenir et maximiser l'utilisation des équipements existants. Il est plus facile de persuader les politiciens de dépenser de l'argent sur de nouveaux équipements. Un autre facteur est la corruption et le manque de professionnalisme militaire. Dans des cultures où le favoritisme et le népotisme sont largement acceptés, on retrouve communément des contrats à source unique accordés par le biais de connaissances personnelles. Cela conduit à des coûts excessifs pour un résultat souvent insatisfaisant. La corruption affecte la fourniture d'équipements et d'armes et la rémunération des unités de front. Elle draine les fonds destinés aux améliorations logistiques et réduit l'intérêt des bailleurs de fonds et des contribuables à financer les efforts militaires.

Un autre facteur limitatif important est le manque d'une infrastructure fiable dans une grande partie de l'Afrique. Les routes, les chemins de fer, les aéroports, les ports maritimes, les télécommunications, la fourniture d'électricité, d'eau, d'assainissement sont tous insuffisants. Le transport routier constitue le moyen préféré de distribution intracontinentale en Afrique : il représente environ 90 % des transports entre zones urbaines. Malheureusement, les conditions physiques des routes et les retards aux contrôles des frontières empêchent un soutien logistique rapide aux entités privées et publiques et aux forces de sécurité. Lorsque le soutien logistique demandé par les forces militaires dépend d'un soutien peu fiable sur le terrain, le matériel requis par les commandants des forces est mis en péril, tout comme le succès de la mission.

Afin de relever ces défis, parmi d'autres, j'ai formulé des recommandations qui peuvent être mises en place au court, au moyen et au long terme par les militaires africains.

Mettre la priorité sur le professionnalisme : Afin de soutenir les capacités logistiques et d'améliorer les aptitudes, les militaires doivent s'assurer d'avoir mis en place un cadre qui permet de recruter des logisticiens et de fournir régulièrement des opportunités pour parfaire les métiers de la logistique par l'éducation, la formation et les exercices. Les logisticiens doivent aussi être rémunérés pour leur formation et leur dur labeur. Quelle que soit la capacité déployée, le défi de la logistique en Afrique ne pourra être relevé que si les salaires des militaires sont payés régulièrement. Une qualification en logistique est remarquable mais un soldat formé qui n'est pas payé exprimera son vote en

Des troupes sénégalaises en appui à la mission de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest gardent la législature à Banjul, en Gambie.
AFP/GETTY IMAGES

Les soldats des Forces de défense kényanes arrivent à Nairobi après avoir complété une mission de maintien de la paix pour les Nations unies au Soudan du Sud. REUTERS

partant. Bien des militaires sont en difficulté de ce point de vue. Un mécanicien automobile qui n'est pas payé dans l'armée ne va pas mourir de faim s'il existe une demande de mécaniciens dans le secteur commercial.

Les militaires africains doivent aussi s'assurer que les logisticiens ont accès aux opportunités de développement professionnel afin de pouvoir obtenir des avancements vers les grades supérieurs. Cela implique qu'il faut ajuster le système de valeurs afin de définir le succès au-delà des fonctions d'infanterie ou d'artillerie. Les États-Unis, par exemple, possèdent des commandements quatre étoiles consacrés aux activités de logistique et de soutien. Cela montre l'importance de la logistique et offre aussi aux officiers une voie de développement et d'avancement professionnel. En ce qui concerne la formation offerte par les partenaires internationaux, beaucoup d'états africains n'ont pas les capacités institutionnelles nécessaires pour compléter et soutenir la formation une fois qu'elle a été dispensée. Il en résulte une érosion des connaissances acquises et une stagnation des capacités. Les états africains comme l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud reconnaissent l'importance de retenir les talents et ont établi des centres permettant d'institutionnaliser les capacités de formation. Toutefois, la vaste majorité des pays ne le fait pas, ce qui contribue au manque de capacités logistiques au niveau local.

Partager les ressources en transport aérien : En 2014, lorsque les chefs de la logistique des forces armées d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord se sont réunis dans le cadre du Sommet des forces terrestres africaines, les participants ont reconnu le besoin de créer des accords collectifs afin de coordonner et de partager les ressources de transport aérien. Ce type d'arrangement a bien fonctionné dans d'autres contextes, par exemple le Centre de service régional d'Entebbe, en Ouganda, et le Centre européen de coordination des mouvements aux Pays Bas. Les capacités de partage permettent aux pays participants de disposer d'options de transport fiables (air, terre, mer) et d'optimiser les coûts tout en répondant aux besoins routiniers, opérationnels et d'exercices du commandement pour l'acheminement de troupes et d'équipements vers les zones d'opération.

L'Union africaine comprend bien la valeur de cette coordination et travaille actuellement sur un CMCC (Continental Movement Coordination Center, Centre de coordination continentale des mouvements) dans le cadre d'un projet plus large, la Force africaine en attente. Le CMCC permettrait au siège stratégique de l'UA de projeter ses forces de façon coordonnée tout en optimisant les structures de transport aérien continentales disponibles, tant militaires que commerciales. Le Service d'action externe de l'UE apporte déjà son soutien financier et en formation au CMCC. Certains se sont montrés sceptiques concernant la volonté des états africains de partager les ressources en transport aérien. Pourtant, un exercice comme celui d'Amani Africa II qui a eu lieu en novembre 2015 et pour lequel les armées de l'air d'Algérie et d'Angola ont envoyé des troupes en Afrique du Sud démontrent que la volonté politique existe bien.

Organiser des exercices logistiques multilatéraux : Les exercices et les programmes de formation constituent d'excellents moyens pour maintenir l'état de préparation

et l'efficacité opérationnelle au niveau des unités. Au sein d'un service des forces armées, ils assurent au commandement supérieur que les unités sont en mesure d'assumer leurs capacités opérationnelles comme prévu et permettent d'identifier les lacunes et les manquements de façon à y remédier avant le déploiement. Les composantes de service de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique mènent nombre d'exercices avec des partenaires militaires pour « encourager le développement des capacités sécuritaires de notre partenaire et l'adhésion à une éthique professionnelle parmi les militaires africains ». Ces exercices revêtent diverses formes, orientations et fonctions, mais les militaires africains n'ont toujours pas mis en place un exercice axé sur la logistique. Un exercice logistique multinational dans un contexte africain serait particulièrement utile car il encouragerait la mise en place de normes et de tactiques interopérables, de techniques et de procédures entre nations participantes. Cela permettrait aussi de développer les qualités critiques en logistique aux niveaux tactiques et opérationnels, de rassembler les dirigeants afin d'évaluer les résultats et les leçons apprises et de développer des stratégies communes pour faire face aux enjeux communs. L'interopérabilité reste un défi. Le seul nombre de partenaires qui contribuent à développer la capacité logistique militaire à travers l'Afrique a fait que les pièces et équipements contribués sont très variables, et les approches enseignées le sont également. Un exercice logistique permettrait de répondre à la demande des leaders Africains pour l'établissement d'une norme de formation logistique de partenaires multiples. C'est sur ce point que les capacités et les aptitudes des militaires africains peuvent être améliorées.

Pré-positionnement des stocks pour un soutien logistique à flux tendus : La feuille de route de la Force africaine en attente (FAA) recommande la constitution de dépôts pour « faciliter le stockage du matériel, des équipements et des réserves pour les utilisateurs finaux afin d'en assurer la disponibilité sur demande sans avoir de contraintes liées aux délais d'approvisionnement ». La posture de déploiement rapide de la FAA, une force en mesure d'être déployée dans un délai de 14 jours n'importe où sur le continent en cas de crise, rend la logistique « à flux tendus » impérative. Le concept des dépôts marque un facteur de développement essentiel pour assurer la préparation de la force, car il permettrait de constituer une réserve en équipements et fournitures pour les capacités opérationnelles initiales en cas de déploiement des forces. D'autre part, la base logistique continentale (CLB) à Douala, au Cameroun, aurait les arrangements contractuels préétablis nécessaires pour permettre aux planificateurs de la force d'exploiter une filière d'approvisionnement. Le réapprovisionnement suite au déploiement de la force, une fois les premières exigences d'autonomie satisfaites, pourrait se faire par le biais des mêmes arrangements contractuels.

Les sceptiques de la CLB argumentent qu'il s'agit d'une perte d'argent. Cependant le concept, révisé au niveau des efficiences et avec un peu d'aide interne du gouvernement du Cameroun et de l'UA, pourrait devenir un centre d'excellence de la logistique, avec le

Des soldats de la Force de défense nationale sud-africaine participent à un exercice dans la province du Limpopo.
AFP/GETTY IMAGES

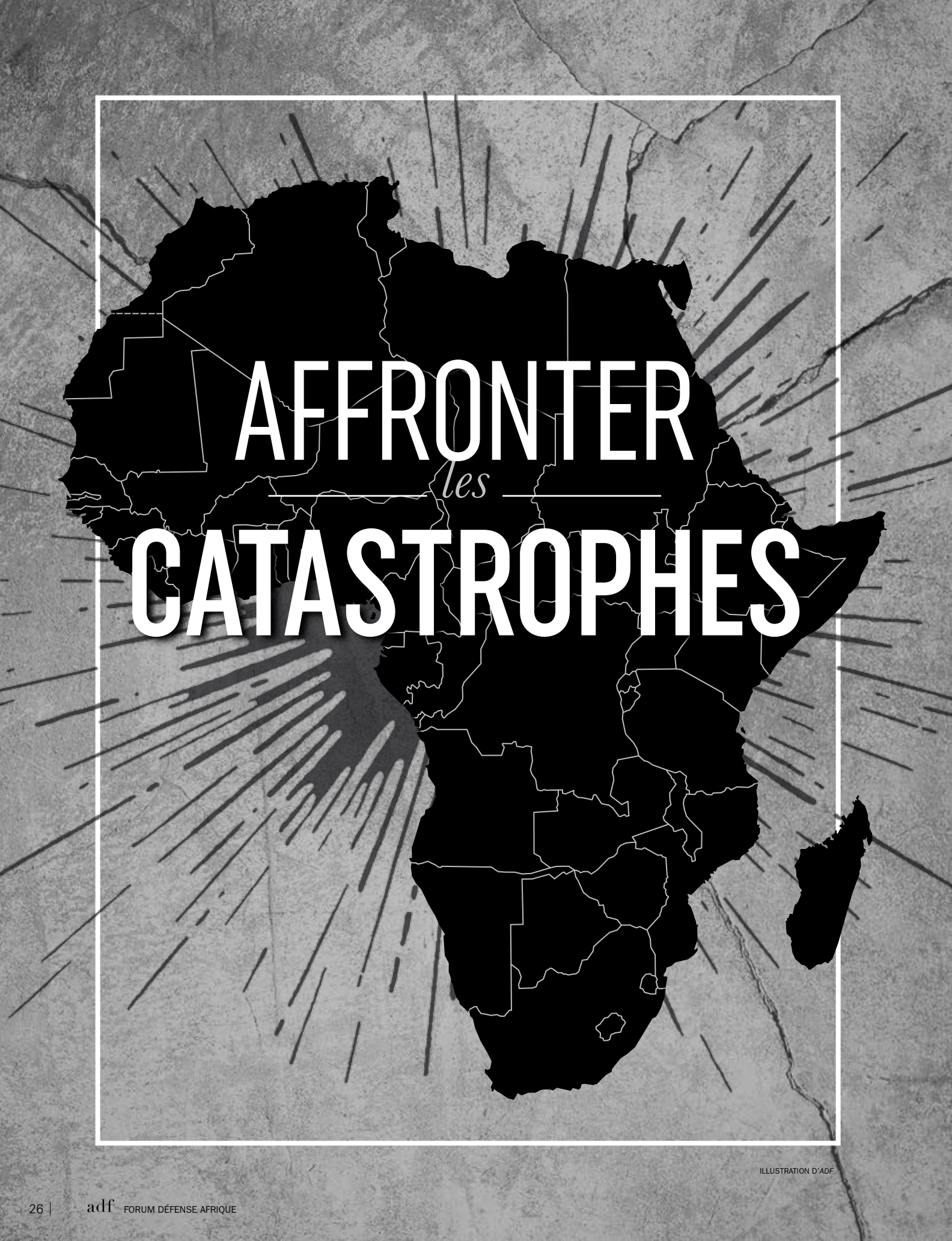
Des soldats montent la garde devant un hélicoptère du gouvernement à Bouake en Côte d'Ivoire. REUTERS

maintien d'effectifs et d'équipements nécessaires pour soutenir les commandements. Il présente aussi le potentiel d'évoluer vers une institution logistique sur laquelle peuvent s'appuyer les nations africaines souhaitant développer leur propre concept de soutien.

Mesurer l'état de préparation des missions et récompenser les résultats : Les militaires africains qui ne s'engagent pas dans des opérations de paix doivent constamment se préparer aux missions qui leur sont confiées. Cela comprend le maintien des équipements à un niveau de préparation estimé suffisant par les militaires pour atteindre les objectifs établis. Un exemple de cela serait la norme UA pour une capacité de déploiement en 14 jours n'importe où sur le continent. Étant donné que les pays qui contribuent des troupes sont soutenus par les États-Unis, l'UA, l'ONU et d'autres partenaires étrangers, cette norme pourrait être utilisée afin de motiver les partenaires militaires à atteindre ce niveau de capacité logistique. Spécifiquement, si le partenaire atteint et maintient cet objectif, il reçoit une assistance supplémentaire afin de renforcer ses capacités vers un échelon supérieur du commandement. Par exemple, si une compagnie logistique de l'armée démontre qu'elle est capable de se déployer rapidement en 14 jours, elle pourrait bénéficier de plus d'investissements en capacité pour une force équivalente à une brigade. En outre, d'autres métriques pourraient être développées conjointement avec pour objectif d'atteindre et de maintenir un niveau préétabli de préparation pour obtenir ensuite un appui en équipement et en formation. Ce type de rapport devrait être exigé des pays qui se sont déjà engagés à contribuer des forces à la brigade régionale en attente.

Le moment est venu : Les idées présentées ici ne sont pas nouvelles. Cela fait bien des années que les leaders civils et militaires, les chercheurs et les fonctionnaires de l'UA ont tous appelé à la mise en place d'approches similaires afin d'améliorer la rapidité de réponse en cas de crise. Cependant, plus récemment un nouvel élan se fait sentir et donne lieu à des opportunités prometteuses. La mise en place par l'Union africaine de la capacité africaine de réponse immédiate aux crises ainsi que la coopération régulière croissante entre pays africains pour faire face aux défis sécuritaires sont des signes positifs. Le moment est finalement propice à l'accueil de ces recommandations qui méritent une attention et une étude renouvelées de la part de décideurs politiques qui les ont peut-être considérées par le passé comme irréalisables, trop coûteuses ou irréalistes. Même si ces recommandations peuvent générer une dynamique supplémentaire et permettre de faire des avancées dans le court terme, une véritable amélioration des capacités logistiques africaines ne sera possible qu'après des réformes en profondeur, qui doivent être menées et soutenues par les Africains eux-mêmes. ❑

Au sujet de l'auteur : Le Col. Uduak Udoaka de l'Armée de l'air des États-Unis est un officier supérieur de la logistique qui a occupé plusieurs rôles de logistique au niveau du Wing, du Numbered Air Force, du commandement majeur, du QG de l'Armée de l'air et du commandement des combattants géographiques. Il a aussi été chargé de planifier les contingences lors de l'opération Iraqi Freedom. Au cours de sa carrière, il a assuré des missions de recherche et développement, de logistique des achats, de groupe d'action d'un commandant quatre étoiles, de déploiement en appui à l'opération Enduring Freedom, des opérations de maintien de la paix en Afrique occidentale, et des activités de coopération pour la sécurité politique et militaire. Cet article a été tiré d'une étude qu'il a rédigée en tant que chercheur principal de l'Armée de l'air auprès du George C. Marshal European Center for Security Studies, à Garmisch-Partenkirchen, en Allemagne.



AFFRONTER *les* CATASTROPHES

ILLUSTRATION D'*ADF*

La Force africaine en attente peut se déployer en cas de catastrophes naturelles et de crises humanitaires

PERSONNEL D'*ADF*

DEPUIS DES ANNÉES, L'AFRIQUE ŒUVRE POUR créer une force qui pourrait répondre rapidement à des crises de sécurité, où qu'elles se produisent dans le continent. Appelée Force africaine en attente (FAA), elle réunit 25.000 personnes – 5.000 provenant de chacune des cinq communautés économiques régionales (CER) – pour intervenir et maintenir la paix en temps de crise.

La FAA est constituée de personnel militaire, de policiers et de civils. Des milliers de membres provenant de l'ensemble du continent se sont réunis en octobre 2015 à Lohatla, en Afrique du Sud, pour Amani Africa II, un exercice servant à vérifier l'état de préparation de la force. Des soldats dans des camions, des transports de troupe blindés et des hélicoptères ont conduit une simulation de guerre alors que la fumée rouge ou verte, marquant respectivement la position des ennemis et des alliés, montait dans l'air.

Les bombes, les balles et les fusées faisaient la démonstration impressionnante de la force militaire coordonnée. Mais le matériel militaire ne sera pas le seul outil mis à la disposition de la FAA. Dans certaines circonstances, ses outils pourraient être des pelles, des marteaux, des pansements et des seringues.

La FAA est aussi chargée de répondre à une vaste gamme de catastrophes humanitaires et naturelles, qu'elles soient ou non provoquées par des conflits. Les autorités de l'Union africaine (UA) ont approuvé des directives conçues exactement pour ce type de missions, appelées opérations HANDS (Humanitarian Action and Natural Disaster Support, soutien à l'action humanitaire et aux catastrophes naturelles). Des officiels de l'UA et autres se sont réunis en septembre 2015 à Addis-Ababa, en Éthiopie, pour finir de rédiger les directives HANDS, puis à nouveau en décembre 2016 pour lancer des discussions sur la façon de planifier et de gérer ces missions en fonction des directives.

Lors de la plus récente réunion, les participants ont parlé de la politique humanitaire de l'UA, des exigences concernant les opérations HANDS, et des ressources et de la logistique de la FAA. En outre, ils ont parlé de la formation, de la coopération civilo-militaire et des leçons associées que la mission de l'UA en Somalie a apprises. Finalement, des organisations non gouvernementales – Conseil norvégien pour les réfugiés, Action humanitaire africaine et Initiative de préparation aux catastrophes de l'Afrique occidentale – ont offert leur perspective.

Des femmes attendent pour entrer dans une clinique de santé mobile au Soudan du Sud en février 2017. REUTERS

Une femme baigne son nourrisson dans un étang de l'état Unity, au Soudan du Sud, zone affectée par la famine et les conflits. La fourniture de l'eau propre aux personnes déplacées est l'une des tâches de la mission de la Force africaine en attente. REUTERS

DIRECTIVES DE L'UA EN RÉPONSE AUX CATASTROPHES

L'objet des directives pour les missions HANDS de la FAA est de « développer des mesures appropriées pour faciliter l'action humanitaire lors de crises ou d'urgences humanitaires complexes, telles que celles créées par les conflits armés, les catastrophes d'origine naturelle ou humaine, et pour déterminer dans quelle mesure la FAA peut être employée dans des efforts de soutien pour faire face à ces situations et à leurs effets. »

Le programme HANDS a été lancé en 2012, deux ans après que les chefs d'état et de gouvernement aient demandé au président de la Commission de l'UA de considérer la création d'un moyen de réponse rapide aux crises humanitaires « de façon coordonnée, uniformisée et efficace ». Il fut noté que le tremblement de terre d'Haïti en 2010 avait inspiré l'UA à agir. Les directives comprennent les objectifs suivants :

- Sécuriser les populations, les bâtiments de l'état et l'infrastructure, en particulier si la sécurité d'un état est perturbée.
- Créer un environnement sécurisé pour que les autres agences humanitaires puissent répondre.
- Aider les CER et les états membres à répondre aux catastrophes.
- Fournir un soutien logistique tel qu'un pont aérien, des équipements, les communications et le transport.
- Coordonner les efforts civils et militaires.
- Offrir une assistance technique et en personnel pour soutenir la récupération et la reconstruction après le conflit.

La FAA avait été initialement conçue pour être déployée selon six scénarios, chacun d'eux ayant une certaine perspective stratégique militaire ou sécuritaire. Ce genre de scénario ne servira pas nécessairement de base à une mission HANDS. Toutefois, les directives déclarent qu'il pourrait être demandé à une force FAA de soutenir une mission HANDS, même si la force était déjà déployée à des fins sécuritaires.

Chaque fois que le personnel et les ressources militaires sont utilisés à des fins civiles, des préoccupations politiques peuvent se manifester. L'UA promet que, si des ressources militaires doivent être utilisées à des fins humanitaires, cela sera fait sous une direction civile, dans un temps et avec une portée limités, et conformément aux principes humanitaires en vigueur depuis longtemps.

LA RÉPONSE DE L'UA À L'EBOLA

L'UA a déjà répondu à des catastrophes humanitaires, mais pas spécifiquement par l'intermédiaire de la FAA. Après l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016 en Afrique occidentale, l'UA a mobilisé la mission ASEOWA (AU Support to Ebola Outbreak in West Africa, soutien de l'UA à l'épidémie d'Ebola en Afrique occidentale) en automne 2014. Au moment où la mission se termina officiellement le 31 décembre 2015, ASEOWA avait déployé 855 personnes en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone. Parmi celles-ci, 740 étaient des professionnels médicaux. Le personnel d'ASEOWA a travaillé avec d'autres intervenants, notamment une équipe des Nations unies, l'Organisation mondiale de la santé, Médecins sans frontières, les forces armées des États-Unis et autres.

Les leaders de l'ASEOWA ont participé à l'atelier d'Addis-Ababa en septembre 2015 pour partager des idées et des leçons apprises avec des officiels qui s'étaient réunis pour finaliser les directives HANDS.

Des femmes transportent de la nourriture au Soudan du Sud en février 2017. Une mission de la Force africaine en attente peut soutenir d'autres agences d'aide. REUTERS

CATASTROPHES ET OBLIGATIONS

Les directives HANDS précisent qu'une intervention humanitaire pourrait se produire à cause de plusieurs catastrophes d'origine naturelle ou humaine telles que la sécheresse et la désertification, l'inondation, les glissements de terrain, les tremblements de terre et les volcans, les dangers industriels et la pollution, et les maladies et les épidémies.

Des soldats participent à Amani Africa II, exercice conduit en 2015 pour vérifier l'état de préparation de la Force africaine en attente. AFP/GETTY IMAGES

Une fois déployé pour répondre à l'une de ces catastrophes, le personnel HANDS de la FAA pourrait être appelé à exécuter un certain nombre de tâches. Parmi les plus courantes, on compte la fourniture et le traitement de l'eau, les évacuations, la fourniture des abris temporaires et l'ouverture et le rétablissement des communications. Pendant les épidémies de maladie telles que l'épidémie d'Ebola en Afrique occidentale, il pourrait être demandé au personnel de la FAA de vacciner les gens, de mettre en application les quarantaines et de fournir un soutien logistique au personnel de santé. ❑

LE NIGERIA FÊTE LA JOURNÉE DE LA DÉMOCRATIE

PERSONNEL D'*ADF*

En ce 29 mai 2017, les habitants se pressaient sur les gradins aux côtés des fonctionnaires sur la place de la Liberté à Owerri, au Nigeria, pour marquer une date importante dans l'histoire récente du pays.

Des officiers de police, des soldats de l'Armée nigériane et des civils ont défilé sur la place publique située à environ 80 kilomètres au Nord de Port Harcourt, dans l'état d'Imo. Ils n'étaient pourtant pas là pour commémorer une personne ou une bataille, ils étaient venus célébrer une forme de gouvernement.

Ces foules commémoraient la journée de la démocratie, l'anniversaire de la restauration de la démocratie après des années de contrôle militaire dans la république fédérale. Cette fête marque le 29 mai 1999, date à laquelle Olusegun Obasanjo a accédé à la présidence. Son inauguration a représenté la fin de décennies de contrôle militaire depuis 1966, qui n'avait été que brièvement interrompu par une période de démocratie de 1979 à 1983.

Bola Tinubu, ancien gouverneur de l'état de Lagos, a demandé aux Nigérians de cultiver la démocratie afin que celle-ci contribue à la croissance et au progrès du Nigeria. « La journée de la démocratie et la commémoration de celle-ci doivent représenter plus qu'un banal rituel », déclare M. Tinubu au *Premium Times* du Nigeria. « Cela doit être plus qu'une autre raison pour une journée de fête. En tant que peuple, nous avons choisi la démocratie comme forme préférée de gouvernance, et non pas parce qu'elle serait facile à atteindre ou à pérenniser, même après l'avoir obtenue. »

« Nous choisissons la démocratie parce que l'histoire nous a appris que le bien-être des gens est assuré au mieux, et peut-être uniquement, par un gouvernement réactif et responsable face au peuple. Cela ne peut être que la démocratie. »

« Beaucoup de Nigérians ont lutté et se sont sacrifiés pour ancrer la démocratie comme mode de gouvernance, déclare M. Tinubu. Nous marquons cette journée en l'honneur de ces personnes, beaucoup d'entre elles ayant œuvré dans l'ombre, sans recevoir les remerciements qu'elles méritaient, pour atteindre cet objectif si précieux pour la nation. »

Un officier de police nigérian lance un ordre lors du défilé de la journée de la démocratie le 29 mai 2017 sur la place de la Liberté à Owerri.
AFP/GETTY IMAGES

COMBATTRE
La Famine

SUIVRE ET SOULAGER LA FAIM RELÈVE PARFOIS DU DÉFI. LE POINT CRUCIAL POUR LES SOLDATS ? ***CONNAÎTRE LEUR RÔLE.*** PERSONNELS *D'ADF*

Lorsque le monde s'aperçoit qu'une famine est en train de sévir, il est sans doute trop tard.

Les organismes d'aide internationaux déclarent que des alertes précoces et des réponses rapides aux pénuries alimentaires sont la seule façon de sauver des vies. Lorsque les Nations unies ont déclaré la famine en Somalie en 2011, l'alerte avait déjà été lancée 16 fois sur l'imminence du danger. Ces alertes ont été ignorées pour la plupart, et lorsque la famine a été déclarée officiellement, 120.000 personnes étaient décédées.

« Une fois que la famine est enracinée, il est bien plus difficile de reprendre le dessus », écrit Aryn Baker dans la revue *Time*. « Néanmoins, les appels pour *prévenir* la famine ne sont jamais autant diffusés ou pris en compte avec autant d'attention que les demandes urgentes pour *arrêter* la famine. »

La famine est bien connue en Afrique. Ne serait-ce qu'au cours du 20ème siècle, des famines massives ont frappé le continent non moins de 18 fois, tuant entre 5.000 et 1 million de personnes chaque fois. En 2017, elle frappe encore, au Soudan du Sud cette fois, et à un moindre degré au Nord du Nigeria et en Somalie, avec des effets dévastateurs.

Au Soudan du Sud, 100.000 personnes étaient au bord de la famine en février 2017, et 5 millions de personnes, soit 40 pour cent de la population du jeune pays, requéraient une assistance immédiate.

« Nos pires inquiétudes se sont concrétisées », déclare à CNN Serge Tissot de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. « Bien des familles ont épuisé tous leurs moyens de survie. » Un autre officiel humanitaire explique que les gens en sont réduits à chercher de la nourriture dans les marécages.

Le problème continuera dans les années à venir compte tenu des changements climatiques, de la croissance démographique et des conflits qui menacent la sécurité alimentaire délicate du continent. Alors comment s'apercevoir tôt des crises alimentaires et quel rôle attribuer aux forces de sécurité dans ce contexte ?

Un bénévole communautaire porte un sac de semences distribué par le Comité international de la Croix Rouge au Soudan du Sud en Avril 2017.
AFP/GETTY IMAGES

LES STADES ET LES CAUSES

La famine est un terme qui revêt un sens bien particulier. Il s'agit d'une définition qui va au-delà des simples conditions de sécheresse alliées à un grand nombre de personnes affamées. La famine est en réalité le dernier stade de la progression vers l'insécurité alimentaire, qui se décline en 5 phases selon le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET). Les cinq phases suivent un schéma ascendant dans le temps : minimale, stressée, en crise, urgente, pour arriver au point culminant : la famine. Une famine est déclarée lorsqu'au moins un foyer sur cinq dans une région affectée fait face à un manque extrême de nourriture, plus de 30 pour cent de la population souffre d'extrême malnutrition, et 2 personnes sur 10.000 meurent chaque jour.

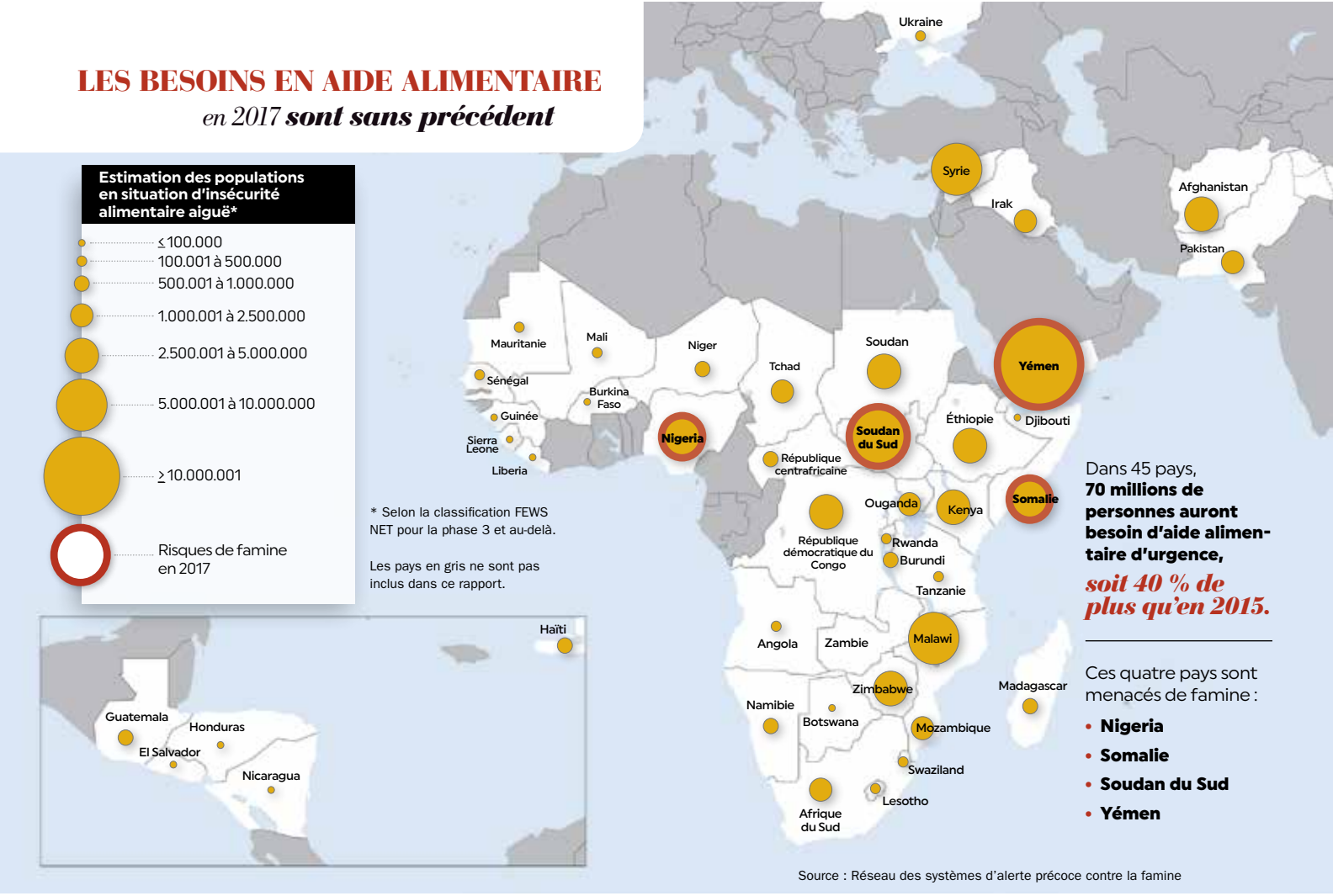
La famine a été déclarée dans une partie du Soudan du Sud au début 2017, alors que 3 autres pays, le Nigeria, la Somalie et le Yémen, sont au stade quatre, ce qui veut dire que le risque de famine est élevé.

Des personnes déchargent le matériel d'aide humanitaire d'un hélicoptère militaire au Sud du Malawi, suite à des pluies qui ont emporté les récoltes.
AFP/GETTY IMAGES

Les causes de la famine sont souvent aussi complexes que celles des autres phases. Lorsqu'une région est frappée par la sécheresse ou par un conflit, ou par une combinaison des deux, les populations sont parfois contraintes de migrer vers d'autres régions ou vers des pays voisins. Une période de sécheresse dans une région déjà en proie à un conflit peut perturber les récoltes, les plantations, et l'élevage du bétail. Les factions en guerre bloquent souvent l'accès à ces régions, ce qui peut empêcher les travailleurs humanitaires et les résidents de se déplacer librement. Ceci peut exacerber les problèmes existants.

Un afflux massif de gens peut épuiser les ressources et augmenter la propagation de certaines maladies comme le choléra. Selon Voice of America, au Sud de la Somalie, certains villages toujours sous le contrôle

LES BESOINS EN AIDE ALIMENTAIRE *en 2017* ***sont sans précédent***



Source : Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine

d'al-Shebab enregistrent une augmentation des cas de choléra. En mai 2017, la Somalie faisait état de 200 à 300 nouveau cas de choléra par jour. Plus de 40.000 Somaliens sont tombés malades depuis décembre 2016, dont la moitié dans l'état du Sud-Ouest.

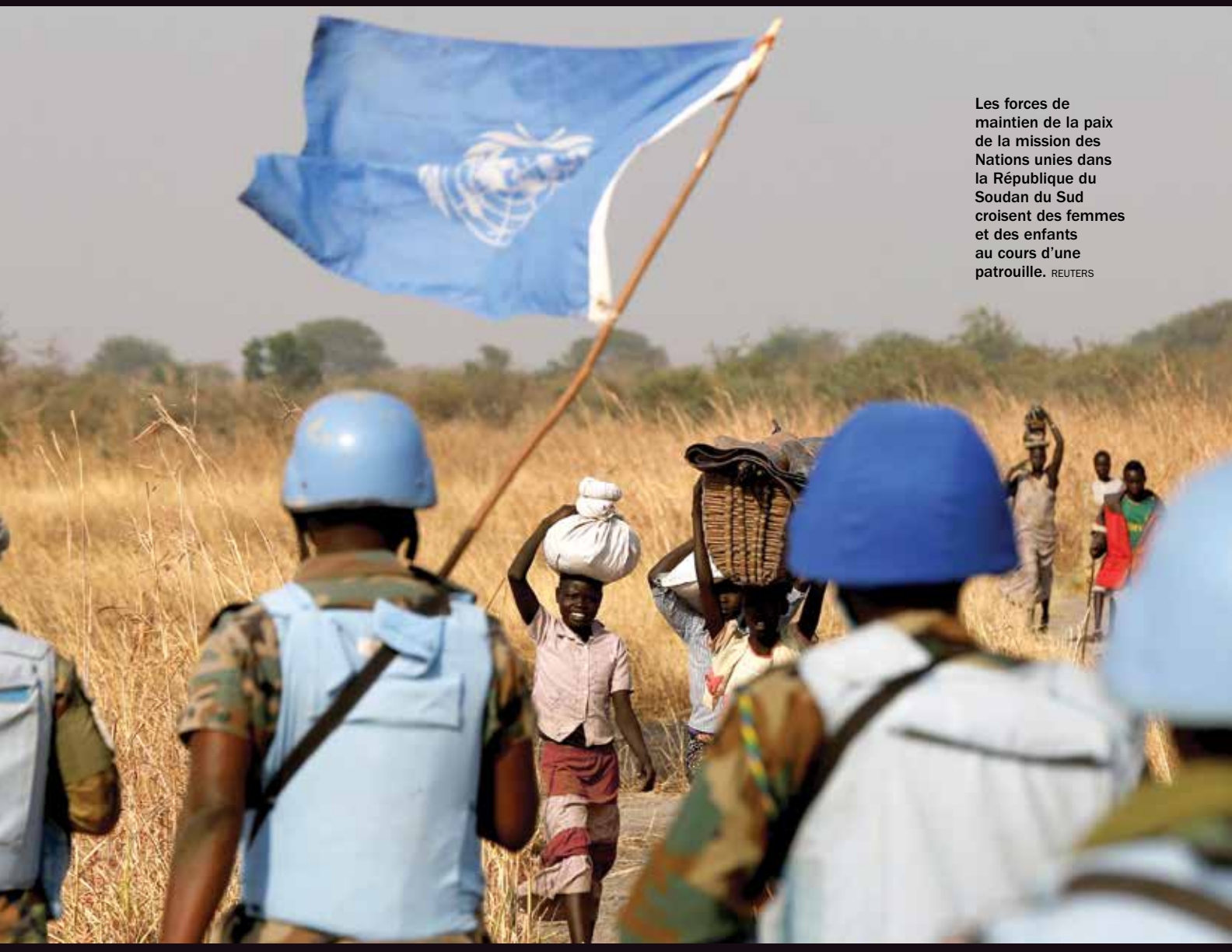
En mai 2017, le personnel médical avait vu plus de 150.000 personnes déplacées occupant les camps près de Baidoa en Somalie. Beaucoup de personnes dans les camps dormaient à ciel ouvert, sans même une bâche. Il y avait de l'eau stagnante et de la boue partout, et pas suffisamment d'eau potable. L'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont fourni aux enfants des vaccins oraux contre le choléra. Le Dr Abdinasir Abubakar, expert de l'OMS sur le choléra, explique à VOA que la capacité de lutter contre le choléra et les autres maladies est liée à celle de lutter contre la faim et les autres problèmes humanitaires.

« Nous ne pouvons pas résoudre uniquement le problème du choléra, déclare le Dr Abubakar. Nous ne pouvons traiter le choléra que si nous savons traiter les problèmes d'insécurité alimentaire, d'eau, de malnutrition…. Nous travaillons en collaboration étroite et nous coordonnons, mais encore une fois, en Somalie, un des défis auxquels nous faisons face [est] le manque de ressources pour soutenir toutes ces interventions. »

LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE

Il existe de nombreuses façons de prévoir la probabilité d'une famine. Les données climatiques permettent de savoir si la pluviométrie de l'année est inadéquate pour arroser les récoltes. Les données du marché permettent de suivre la pénurie et la hausse du coût des denrées de base. La migration massive indique que les populations sont obligées de fuir leurs foyers à cause des conflits, des maladies ou des facteurs de stress environnementaux.

FEWS NET surveille tous ces facteurs par le biais de 22 agences locales à travers le monde. L'organisme établit régulièrement des rapports et émet des alertes. Lorsque les conflits ou la distance rendent l'accès à certaines régions difficiles, l'organisation s'appuie sur des partenaires locaux, sur l'imagerie par satellite et sur la technologie des téléphones portables pour collecter les données. FEWS NET a lancé par exemple un projet pilote s'appuyant sur les téléphones portables pour collecter des données sur les salaires et sur les marchés à Madagascar, afin d'établir les périodes de baisse de la demande de main d'œuvre, ce qui présage d'une mauvaise année pour les récoltes. Dans d'autres pays, FEWS NET a créé des réseaux d'agriculteurs qui communiquent les informations par téléphone.



Les forces de maintien de la paix de la mission des Nations unies dans la République du Soudan du Sud croisent des femmes et des enfants au cours d'une patrouille. REUTERS

« Nous pilotons une variété d'outils et nous pensons que la technologie peut nous aider, mais je crois aussi qu'il y a des limites », déclare Chris Hillbruner de FEWS NET à VOA. « En fin de compte nous obtenons les meilleurs renseignements lorsqu'il est possible d'accéder à ces régions et se rendre sur le terrain pour recueillir des informations sur ce qui se passe. »

D'autres organisations cherchent à trouver des moyens de collecter des informations sur l'insécurité alimentaire dans des endroits qui sont trop éloignés ou trop dangereux pour que les observateurs puissent s'y rendre. La plateforme Tomnod, gérée par la société de satellites DigitalGlobe, a recours à l'analyse par crowdsourcing des images satellites pour cartographier les données. Le groupe a cartographié les images satellites de 18.000 kilomètres carrés au Soudan du Sud afin d'identifier les habitations permanentes et temporaires et les troupeaux de bétail. Les satellites produisent des images de haute qualité où chaque pixel représente 30 centimètres au sol. Cette cartographie permettra à DigitalGlobe de suivre l'impact des conflits en cours et d'orienter l'attention sur les endroits susceptibles d'être touchés par l'insécurité alimentaire.

« Pour les humanitaires qui couvrent ce type de terrain, surtout lorsqu'il existe des problèmes de sûreté, ce n'est tout simplement pas une approche sécurisée », déclare Rhiannan Price, directeur du programme Seeing a Better World (voir un monde meilleur) de DigitalGlobe. « Les images satellites offrent un outil vraiment utile lorsqu'il s'agit d'estimer et d'évaluer ce qui se passe sur le terrain, lorsqu'on essaye de trouver ces gens afin d'obtenir des ressources et de quantifier la situation réelle sur place. »

Le Système d'alerte précoce sur la nutrition lancé par le Centre international d'agriculture tropicale permet le suivi des données sur la santé et la nutrition afin de rechercher des tendances, comme le manque de

« Les attaques contre les travailleurs et contre les ressources humanitaires sont absolument condamnables. Non seulement cela met la vie des travailleurs humanitaires en péril, cela menace également la vie de milliers de Sud-Soudanais qui comptent sur notre assistance pour leur survie. »

~ EUGENE OWUSU
Directeur humanitaire des Nations unies au Soudan du Sud

croissance chez les enfants, qui peuvent présager d'une insécurité alimentaire étendue. Ce système devrait être mis en place et fonctionnel en Éthiopie, au Nigeria, en Somalie et au Soudan du Sud d'ici à la fin de 2017.

COMMENT LES SOLDATS PEUVENT-ILS AIDER ?

Les forces de maintien de la paix et le personnel militaire sont souvent sollicités pour fournir une assistance alimentaire, mais généralement ils ne jouent pas un rôle principal. Il existe deux façons majeures pour les soldats d'aider à assurer une réponse rapide à la famine : protection et coordination.

La protection

L'insécurité est un obstacle à l'acheminement de la nourriture vers les personnes qui en ont besoin. Lorsque les travailleurs humanitaires sont attaqués ou menacés, les organismes répondent typiquement en retirant leur personnel. En avril 2017, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a rappelé son personnel des zones les plus frappées du Soudan du Sud après le meurtre de trois travailleurs humanitaires.

Un hélicoptère du Programme alimentaire mondial des Nations unies survole des personnes qui attendent de s'inscrire pour la distribution alimentaire au Soudan du Sud.
REUTERS

« Les attaques contre les travailleurs et contre les ressources humanitaires sont absolument condamnables », déclare Eugene Owusu, chargé de l'aide humanitaire des Nations unies au Soudan du Sud. « Non seulement cela met la vie des travailleurs humanitaires en péril, cela menace également la vie de milliers de Sud-Soudanais qui comptent sur notre assistance pour leur survie. »

Les forces armées sont en mesure d'assurer la sécurité pour les organismes humanitaires en protégeant les convois lorsqu'ils se déplacent sur les routes, en sécurisant les points de distribution ou en surveillant les vaisseaux qui arrivent au port. L'Opération Atalanta de la Force maritime de l'Union européenne en constitue l'un des exemples les plus probants. Cette force protège depuis 2008 les navires du Programme alimentaire mondial (WFP) qui transitent par la Corne de l'Afrique. Un autre exemple à noter est la libération de la ville portuaire de Kismayo en Somalie en 2012 par les forces de l'Union africaine et de la Somalie, permettant ainsi au WFP de reprendre l'acheminement de l'aide humanitaire pour la première fois depuis quatre ans.

Ce ne sont pas que les travailleurs humanitaires qui ont besoin de protection ; ceux qui reçoivent l'aide alimentaire sont également pris pour cible. Au Nigeria, Boko Haram a attaqué des villages pour voler l'aide alimentaire et les médicaments. « Toute livraison d'aide soumet une ville à un risque élevé d'attaque et de vol des fournitures », déclare Karen Attiah, éditrice internationale des articles d'opinion pour *The Washington Post*, lors d'un forum à la Brookings Institution. « C'est le problème éternel des efforts d'aide dans ces régions. Comment le faire sans encourager les terroristes que vous essayez de combattre et sans que les destinataires ne soient pris pour cible ? »

La coordination

Les forces armées et les organisations non gouvernementales (ONG) sont structurées différemment. Les militaires suivent un mode hiérarchique strict et recherchent en général un impact rapide et un engagement à court terme. La structure des ONG responsabilise des travailleurs subalternes, lesquels préfèrent maintenir leur indépendance afin de ne pas éveiller les soupçons de ceux qu'ils cherchent à aider, selon le *Guide to Nongovernmental Organizations for the Military* (Guide pour les militaires sur les organisations non gouvernementales), publié et co-écrit par Lynn Lawry, spécialiste de la santé et des droits de l'homme.

L'objectif des deux groupes est de protéger le public et cela facilite les choses s'ils peuvent travaillent ensemble.

Shantal Persaud, porte-parole adjointe de la mission de l'ONU au Soudan du Sud, déclare que les forces de maintien de la paix ne sont pas mandatées à fournir une aide pour les opérations de secours en cas de famine. Cependant, au cours de toute mission de ce genre, les forces de maintien de la paix rencontreront des acteurs humanitaires.

Il est crucial d'intégrer les efforts de tous ceux qui participent à la mission, déclare Mme Persaud. On arrive à cela par la formation et par la pratique de l'intégration sur le terrain. « Les forces de maintien de la paix et les travailleurs humanitaires n'agissent pas en huis clos, ils sont intégrés dès le départ par la mise en œuvre d'une formation d'initiation et d'intégration qui est requise pour tous et qui est gérée par notre propre Centre de formation pour missions intégrées » déclare-t-elle.

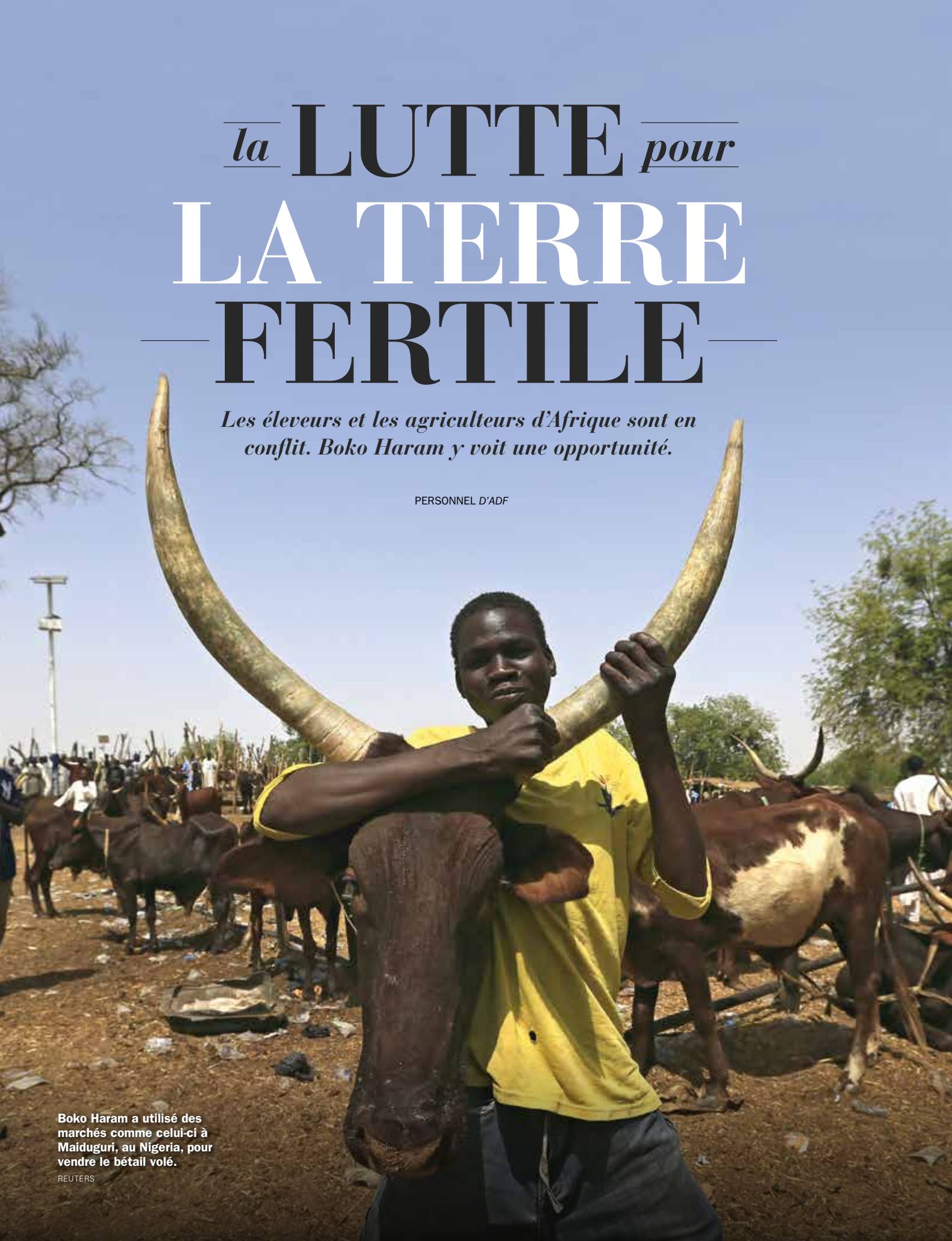
Les professionnels de la sécurité ne doivent pas être surpris lorsque les organisations humanitaires choisissent de garder leur distance. En Somalie, 13 travailleurs humanitaires ont été kidnappés en avril 2017 par al-Shebab, qui les soupçonnait d'être des informateurs du gouvernement. Lorsqu'on travaille pour les organismes humanitaires internationaux, on fait une cible de la population locale. En travaillant aux côtés des forces de sécurité, cela pourrait en faire des cibles encore meilleures.

Un employé somalien de Save the Children déclare au *Washington Post* : « S'ils m'attrapaient, ils me tueraient. C'est aussi simple que ça. » ❑

la LUTTE *pour* LA TERRE FERTILE

Les éleveurs et les agriculteurs d'Afrique sont en conflit. Boko Haram y voit une opportunité.

PERSONNEL *D'ADF*



Boko Haram a utilisé des marchés comme celui-ci à Maiduguri, au Nigeria, pour vendre le bétail volé.
REUTERS

Pendant des générations, les bergers à bétail fulani traversaient l'Afrique du Nord pour faire paître leurs animaux. 60 ans après la fin du colonialisme, la vie de ces bergers, appelés aussi éleveurs pastoraux, est devenue plus difficile, car ils font concurrence aux agriculteurs pour la terre fertile, et ont souvent recours à la violence. Depuis 2000, des dizaines de milliers de personnes sont mortes, au Nigeria seulement, à cause de la violence associée aux pastoraux.

Maintenant les extrémistes, y compris le groupe terroriste Boko Haram, attaquent les éleveurs pastoraux et leur bétail, tout en les encourageant à se révolter contre les agriculteurs et à rejoindre leur cause.

Les Fulani, qui sont à majorité musulmans, ne sont pas les seuls bergers à bétail ciblés par les extrémistes. La portée de divers groupes extrémistes atteint le Sahel, le bassin du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

Les experts déclarent que la plupart des agriculteurs et des bergers coexistent en paix. Les relations s'enveniment et deviennent violentes en général à cause de disputes locales qui ne sont pas résolues, ainsi que de la concurrence pour la terre et les ressources de plus en plus rares.

« Une grande partie du conflit… entre les chrétiens et les musulmans concerne la terre et l'accès à l'eau », déclare Vanda Felbab-Brown de la Brookings Institution. « Mais Boko Haram exploite ces sentiments et les enflamment. »

On compte entre 20 et 25 millions de Fulani, avec des groupes importants au Burkina Faso, au Cameroun, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria et au Sénégal. Environ le tiers sont des éleveurs pastoraux, ce qui en fait la plus grande culture pastorale du monde. Leur mode de vie exige la mobilité et ils se déplacent pour satisfaire aux besoins en nourriture, en eau et en protection climatique de leur bétail.

À cause de la croissance de la population, du réchauffement mondial et de la sécheresse, ils sont maintenant forcés de faire concurrence aux agriculteurs pour la terre fertile. Le désert s'élargit et le lac Tchad s'assèche. Certains gouverneurs du Nord du Nigeria ont demandé l'intervention de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest pour mettre fin aux affrontements incessants entre les pastoraux et les communautés agricoles locales dans plusieurs états du Nigeria. *The Premium Times* du Nigeria a indiqué en avril 2017 que le pays essayait d'établir une route du bétail de 6.000 kilomètres pour que les bergers ne pénètrent plus dans les terres cultivées.

Puisqu'ils s'enracinent peu, les bergers fulani ont peu de pouvoir politique. Cela les rend vulnérables au recrutement extrémiste. En mai 2013, des officiels participant à une conférence au Tchad ont conclu que, si les bergers à bétail avaient été mieux soutenus par le gouvernement, ils auraient pu présenter une défense organisée contre les extrémistes. Ils ont déclaré que les bergers auraient pu être encouragés à contrôler et superviser des régions de pâturage qui sont difficilement accessibles par les forces nationales de sécurité.

« Les Fulani nomades mécontents participent de plus en plus ouvertement à la violence terroriste en Afrique de l'Ouest », écrit le chercheur Anouar Boukhars pour *World Politics Review*. « La tendance des communautés pastorales nomades mécontentes qui rejoignent les groupes extrémistes violents est devenue évidente dès 2012. » Cette année, de jeunes bergers à bétail nomades au centre du Mali commencèrent à solliciter auprès des extrémistes une formation militaire et une protection contre les bandes itinérantes qui volaient leur bétail.

Les plaintes des Fulani sont fondées. Les lois de toute l'Afrique traitent de façon préférentielle les résidents établis et leur accordent des droits territoriaux, notamment pour ceux qui sont nés dans une région donnée. Même lorsque les

Des pastoraux gardent leur bétail dans une zone aride. Les agriculteurs et les bergers à bétail se disputent souvent l'eau dans les régions désertiques d'Afrique. ISTOCK

« LES GROUPES TERRORISTES UTILISENT DE PLUS EN PLUS LES RESSOURCES NATURELLES TELLES QUE L'EAU COMME ARME DE GUERRE, EN CONTRÔLANT LEUR ACCÈS ET EN AGGRAVANT ET EXACERBANT DAVANTAGE LEUR PÉNURIE. »

— Lukas Rüttinger pour le groupe de réflexion Adelphi

Bétail paissant dans une réserve naturelle kényane pendant une sécheresse début 2017.
AFP/GETTY IMAGES

gouvernements créent des groupes et des mécanismes pour résoudre équitablement les disputes concernant la terre, ils favorisent en général les agriculteurs, qui ont déjà des revendications territoriales clairement définies.

Les bergers à bétail ont pris les armes contre les agriculteurs, lesquels ont appelé ces bergers des voleurs de grand chemin. Les agriculteurs les ont aussi décrits comme des extrémistes déguisés en pastoraux. Mais une incertitude demeure sur l'étendue de la collaboration entre les pastoraux et les groupes extrémistes.

« Cette année seulement, la violence a causé la mort de centaines de pastoraux et de fermiers, mais les informations précises sont rares », indique le groupe de réflexion international Chatham House en mai 2016. « Il n'est pas clair que cela soit dû à des tensions intercommunautaires de longue date, exacerbées par le changement climatique et par les politiciens s'appropriant la terre, au banditisme pur et simple ou aux effets de la crise du Boko Haram, ou encore à un mélange complexe de tous ces facteurs. »

RECRUTEMENT AU MALI

En 2015, des extrémistes maliens fondèrent le Front de libération du Macina (FLM), qui attaque les civils, les gardiens de la paix des Nations unies, les soldats français et les forces de sécurité du Mali au centre et au Sud du pays. Le FLM essaie notamment de recruter les bergers nomades fulani à sa cause. Une étude du Centre africain pour les études stratégiques, conduite en 2017, a conclu : « La stratégie du FLM pourrait être extrêmement déstabilisante car elle risque de fusionner le terrorisme islamiste du Sahel avec les récriminations des pastoraux et la violence communautaire. » Si le FLM était capable d'attirer un grand nombre de Fulani, cela « accentuerait l'influence des terroristes parmi les communautés bien établies qui sont présentes sur un vaste territoire. »

« Cela donnerait donc une nouvelle férocité, une nouvelle persistance et une nouvelle portée au terrorisme africain », précise l'étude.

Le FLM n'est pas le seul groupe extrémiste actif au Mali. Une étude du département d'État des États-Unis conduite en mars 2017 indique que le Mali est un exemple de l'influence que les extrémistes musulmans peuvent exercer sur les pastoraux. L'étude précise qu'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) « a réussi à s'intégrer dans la communauté fulani basée dans les régions de Mopti et Ségou au Mali, du fait de la cooptation des récriminations locales et de la création judicieuse des réseaux ».

« AQMI a publiquement déclaré qu'il continuerait à se servir de son réseau fulani aux fins de recrutement et de croissance », remarque l'étude. Elle ajoute que les extrémistes maliens mettent aussi en danger les communautés du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, situées « en aval ».

M. Boukhars note qu'AQMI réussit en partie parce qu'il cible les gens qui se sentent déjà laissés pour compte.

« L'expansion et la conduite des attaques terroristes réussies aident les groupes dirigés par AQMI à renouveler leurs ressources et à élargir leur base de recrutement, en couvrant des régions déchirées par la méfiance communale toujours latente, par les conflits qui sévissent localement et par la suspicion concernant les institutions de l'état, notamment dans les périphéries marginalisées et les communautés rurales », écrit M. Boukhars. « Le groupe s'est intégré à l'environnement local déchiré par les tensions ethno-raciales ainsi que par une concurrence farouche pour les ressources limitées, en

> « AQMI A PUBLIQUEMENT DÉCLARÉ QU'IL CONTINUERAIT À SE SERVIR DE SON RÉSEAU FULANI AUX FINS DE RECRUTEMENT ET DE CROISSANCE. »
>
> — Département d'État des États-Unis

Des Éthiopiens gardent leur bétail sur une route de campagne.
ISTOCK

créant et élargissant patiemment un réseau de liens familiaux, de soutien social, de relations politiques et d'échanges commerciaux. »

Dans de nombreux cas, les groupes extrémistes volent et massacrent les Fulani et autres pastoraux plutôt que d'essayer de les recruter. Au Nigeria, Boko Haram vole, tue et kidnappe les villageois depuis de longues d'années. Depuis 2013, il cible aussi les pastoraux, en les tuant et en prenant leurs animaux. Une étude de 2016 conduite par des chercheurs de l'Ohio State University conclut : « Il est probable que le bétail est une source majeure de revenus pour le groupe, plutôt que ce qu'on avait suggéré précédemment à propos de l'Ivoire. » L'étude note que les attaques contre les pastoraux sont des crimes qui sont largement ignorés, contrairement aux attaques contre les villages.

Les attaques contre les éleveurs pastoraux sont souvent conduites à grande échelle. En septembre 2016, l'armée nigériane a arrêté trois personnes soupçonnées d'être des membres de Boko Haram au marché aux bestiaux de Maiduguri. Les trois hommes essayaient de vendre 200 vaches volées. Les autorités nigérianes avaient été forcées d'interdire les ventes de bétail dans ce marché en début d'année à cause du grand nombre de combattants de Boko Haram qui étaient devenus grands négociants en bétail. Les autorités mirent fin à l'interdiction de vente lorsque les vendeurs de bétail légitimes promirent d'identifier ces faux négociants. L'un des trois hommes arrêtés a déclaré aux autorités qu'il faisait « partie des éléments logistiques du groupe terroriste Boko Haram chargés de faciliter la vente des vaches pour les insurgés. »

Pour éviter les groupes extrémistes, et notamment Boko Haram, les pastoraux se sont déplacés vers de nouveaux pays ou ont changé considérablement leurs modes de migration, ce qui a en même temps perturbé la vie des agriculteurs. Dans le Nord-Est du Nigeria, les bergers à bétail ont fui le pays pour aller se réfugier au Cameroun. Ces réfugiés ont subi d'innombrables épreuves pendant leur fuite, et l'influx massif de leurs animaux a ravagé les marchés et la valeur du bétail local.

Certains éleveurs pastoraux du Sahel, craignant Boko Haram, ont abandonné leurs régions traditionnelles de pâturage au Nigeria pendant la saison sèche, et sont allés au Ghana, où ils ne sont pas les bienvenus. Là-bas, les agriculteurs déclarent que les ressources de la région sont insuffisantes pour les bergers et leurs animaux.

« Mon pays porte un fardeau additionnel », déclare Emmanuel T. Obeng, directeur de l'Agence ghanéenne pour la protection de l'environnement, à la fondation Thomson Reuters. « Lorsqu'ils viennent avec leur bétail, ils brûlent la végétation au Ghana pour avoir de l'herbe fraîche pour leurs animaux. Il existe de nombreux conflits avec notre population concernant les ressources naturelles, notamment l'eau et la terre. »

Des sacs de nourriture pour animaux sont empilés dans un marché aux bestiaux à Maiduguri, Nigeria.
REUTERS

Certaines études ont conclu que le futur sera pire pour les éleveurs pastoraux. Une étude mandatée, conduite par le groupe de réflexion Adelphi et publiée en avril 2017, a conclu que le changement climatique sera un facteur de recrutement pour les groupes extrémistes.

« À mesure que le changement climatique affecte la sécurité alimentaire et la disponibilité de l'eau et de la terre, les gens affectés deviennent plus vulnérables, non seulement face aux impacts négatifs du climat, mais aussi face au recrutement par les groupes terroristes offrant des alternatives de subsistance et des incitations économiques », écrit le chercheur Lukas Rüttinger. « Les groupes terroristes utilisent de plus en plus les ressources naturelles telles que l'eau comme arme de guerre, en contrôlant leur accès et en aggravant et exacerbant davantage leur pénurie. »

ILS NE SONT PAS L'ENNEMI

Les éleveurs pastoraux méritent d'être protégés contre les groupes terroristes, pour assurer leur survie mais aussi pour qu'ils ne soient pas recrutés. Pour aider les bergers à bétail et stabiliser les régions où ils habitent, les pays concernés doivent mettre en œuvre des changements internes.

Les chercheurs déclarent que les leçons apprises à la suite des dix années de guerre civile en Côte d'Ivoire peuvent être appliquées aux pays qui font face à des pastoraux mécontents. Pour améliorer la vie dans ces pays, les priorités suivantes sont recommandées :

- Créer des emplois pour les jeunes marginalisés.
- Encourager les gouvernements à concevoir et mettre en œuvre des processus de désarmement, démobilisation et réintégration pour les pastoraux et les agriculteurs dans les zones rurales.
- Développer des plans de réconciliation pour les groupes ethniques et religieux.
- Mieux réglementer la possession de la terre et l'administration du territoire. Ceci inclut le partage honnête et équitable de la terre et des ressources naturelles. Les chefs pastoraux ont demandé que des pâturages soient réservés à leur usage exclusif.
- Améliorer la livraison des services fournis par l'état dans les zones rurales.
- Offrir une représentation politique et géographique équitable pour tous, y compris les bergers nomades.

« De meilleures stratégies de gestion de l'eau et de la terre, davantage d'opportunités économiques et une approche plus sensible à la contre-insurrection pourraient faire beaucoup pour éviter l'aliénation des populations déjà vulnérables », conclut le groupe de réflexion RUSI dans un rapport d'avril 2017.

L'organisation non gouvernementale Conciliation Resources déclare que le développement rural, notamment l'éducation et les opportunités d'emploi, est une composante majeure de tout plan de réconciliation. Les pays doivent s'assurer que la diversification des moyens de subsistance offre des alternatives viables au pastoralisme.

« Cela a aussi des conséquences importantes pour la sécurité, étant donné le nombre croissant de jeunes hommes qui rejoignent les bandes criminelles organisées au sein des communautés pastorales », indique l'organisation dans une étude de 2017. « La reconstruction du système d'éducation nomade, et plus généralement du système d'éducation dans les zones rurales, est cruciale. » ❑

EN GUERRE *contre* LE PALUDISME

Cette maladie transmise par les moustiques est un problème pour le continent, mais un programme va équiper les forces armées d'Afrique pour la combattre

PERSONNEL D'*ADF*

ISTOCK

Un agent insidieux et incapacitant a attaqué le minuscule pays du Burundi, dans la région africaine des Grands Lacs.

Depuis le début 2015, 16,8 millions de cas de paludisme ont été signalés dans le pays, selon l'Organisation des Nations unies. Plus de 7.800 personnes sont mortes durant cette période, et beaucoup plus pourraient être sujettes à des rechutes et des maladies pour le reste de leur vie, selon la souche du virus et le niveau de traitement qu'elles ont reçu.

La crise, qui est désignée épidémie par les autorités, est un coup sévère pour une nation déjà ébranlée par les troubles politiques résultant de la poursuite par le président Pierre Nkurunziza d'un troisième mandat en 2015. Des centaines de milliers de Burundais ont fui le pays pour échapper à la violence et aux abus des droits humains.

Le Dr Josiane Nijimbere, ministre de la Santé publique, a déclaré à *The East African* que l'épidémie de cette maladie transmise par les moustiques peut être due à une augmentation de la superficie des rizières et à une mauvaise utilisation des moustiquaires de protection.

Le changement climatique a aussi exacerbé ce problème. « Il existe un lien étroit entre le paludisme et les températures chaudes, ce qui conduit à une forte augmentation des cas de paludisme du fait de la propagation des moustiques », déclare Mme Nijimbere à des journalistes en mars dernier, selon Voice of America.

UN PROBLÈME À L'ÉCHELLE CONTINENTALE

Le Burundi n'est pas seul. Le paludisme est un problème majeur dans les pays du continent, depuis le Ghana jusqu'à l'Éthiopie, et pratiquement partout ailleurs.

Quatre espèces parasites principales causent le paludisme et sont propagées d'une personne à l'autre par les moustiques anophèles femelles. Deux parasites, P. falciparum et P. vivax, constituent la menace la plus importante sur la santé des humains en Afrique. P. falciparum est le plus répandu et le plus mortel.

La prévention du paludisme provient principalement de l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide (ITN) et de la pulvérisation des intérieurs pour éloigner les moustiques des personnes, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est traité par des médicaments pour empêcher l'infection, et par un diagnostic et un traitement rapides pour ceux qui deviennent infectés. S'il est décelé de façon précoce et traité rapidement avec les médicaments appropriés, le paludisme peut souvent être guéri.

Malgré ces techniques préventives et ces traitements, l'épidémie du Burundi est le signe d'une menace persistante en Afrique. La plupart du continent est menacée par le paludisme et la maladie y affecte toujours des millions de personnes chaque année. L'OMS estime qu'en l'an 2000, il y avait 214 millions de cas de paludisme en Afrique seulement, provoquant 764.000 décès.

Bonne nouvelle : en 2015, le nombre de cas et le nombre de décès étaient tombés respectivement à 191 millions et 394.000, selon un rapport de l'OMS. C'est une baisse de 48 pour cent du nombre de décès, due en grande partie à l'utilisation croissante des ITN. Malgré ces améliorations, le paludisme reste la principale préoccupation de santé dans le continent, dépassant de loin même l'Ebola, qui est mortel mais comparativement rare.

Le Cap-Vert, l'île Maurice et la Tunisie ont fait d'importants progrès au cours des années en vue d'éliminer le paludisme chez eux, mais un grand effort reste nécessaire sur l'ensemble du continent.

Un infirmier de la Force de défense du peuple ougandais prend soin d'un enfant mal nourri souffrant du paludisme. REUTERS

Le major Joseph Tamba Gayflor, commandant de la section médicale des forces armées du Liberia (AFL), a déclaré par e-mail à ADF que le paludisme est une raison majeure pour les visites en consultation externe aux centres médicaux des AFL. « Beaucoup de soldats doivent quitter leurs fonctions à cause d'une maladie liée au paludisme », déclare-t-il. « La maladie affecte principalement les familles, notamment les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Elle affecte aussi l'état de préparation psychologique des soldats, qui les empêche de se concentrer sur leur mission. En outre, lors des opérations de maintien de la paix, le paludisme est la cause principale de morbidité. »

Le Kenya, le Ghana et le Malawi choisis pour

LES ESSAIS D'UN VACCIN CONTRE LE PALUDISME

THE ASSOCIATED PRESS

Trois pays africains ont été sélectionnés pour mettre à l'essai le premier vaccin antipaludéen au monde, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 24 avril 2017. Le Ghana, le Kenya et le Malawi fourniront en 2018 ce vaccin injectable à des centaines de milliers de jeunes enfants qui sont sujets aux risques mortels les plus élevés.

Le vaccin, dont l'efficacité est partielle, pourrait sauver des dizaines de milliers de vies s'il est utilisé avec les mesures existantes, selon le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. Pour les pays pauvres, il reste à savoir s'ils pourront fournir à chaque enfant les quatre doses de vaccin requises.

Le paludisme reste l'un des problèmes de santé les plus tenaces du monde. Il infecte plus de 200 millions de personnes chaque année et tue environ un demi-million, dont la plupart sont des enfants africains. Les moustiquaires de lit et les insecticides offrent la meilleure protection.

Un nourrisson reçoit la version d'essai d'un vaccin antipaludéen au Kenya. THE ASSOCIATED PRESS

Un effort antipaludéen mondial a conduit à une réduction des décès de 62 pour cent entre 2000 et 2015, déclare l'OMS. Mais cette agence des Nations unies a déclaré précédemment que de telles estimations sont surtout basées sur des modèles et que ces données sont peu fiables pour 31 pays d'Afrique, notamment ceux que l'on croit touchés par les pires épidémies, à tel point qu'elle ne pouvait pas préciser si la fréquence des cas a augmenté ou baissé au cours des 15 dernières années.

Le vaccin sera mis à l'essai pour les enfants de 5 à 17 mois, afin de déterminer si les effets protecteurs indiqués jusqu'à présent lors d'essais cliniques peuvent être maintenus dans des situations réelles. Dans chacun des trois pays, 120.000 enfants au moins recevront le vaccin, dont le développement a nécessité des dizaines d'années et des centaines de millions de dollars.

Le Ghana, le Kenya et le Malawi ont été choisi pour ce projet pilote parce qu'ils ont tous les trois des programmes robustes de prévention et de vaccination, mais qu'ils continuent à enregistrer une forte incidence de cas de paludisme, selon l'OMS. Les pays livreront le vaccin par l'intermédiaire de leurs programmes de vaccination existants.

L'OMS espère éliminer le paludisme en 2040, malgré les problèmes d'augmentation de la résistance aux médicaments et aux insecticides utilisés pour tuer les moustiques.

« La lenteur des progrès dans ce domaine est étonnante, étant donné que le paludisme existe depuis des millénaires et qu'il a été un facteur principal dans l'évolution humaine par sélection, en façonnant les profils génétiques des populations africaines », écrit Kathryn Maitland, professeur des maladies infectieuses tropicales infantiles au Collège impérial de Londres, dans le *New England Journal of Medicine* en décembre 2016. « Comparez cette évolution avec nos progrès concernant le traitement du VIH, maladie que nous connaissons depuis un peu plus de trente ans seulement. »

La société pharmaceutique GlaxoSmithKline a développé le vaccin antipaludéen. La première phase du projet pilote, d'un coût de 49 millions de dollars, est financée par une alliance mondiale réunissant GAVI, UNITAID et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Les AFL éduquent les soldats et les familles sur la façon de prévenir le paludisme en utilisant des ITN et des médicaments antipaludéens, déclare le major Gayflor.

Il existe un programme qui aide les experts des pays africains à développer leurs propres compétences pour diagnostiquer rapidement et correctement le paludisme et mieux identifier les vecteurs qui le transmettent, et transmettent d'autres maladies.

LA FORCE OPÉRATIONNELLE ANTIPALUDÉENNE AFRICAINE

En 2011, des dirigeants expérimentés de cinq pays d'Afrique de l'Est se sont réunis à Stuttgart, en Allemagne, pour un symposium des médecins militaires sur le paludisme, parrainé par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. Ces dirigeants du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont discuté des stratégies pour traiter le paludisme et ont demandé le partage des informations au niveau tactique. La discussion s'est concentrée sur les diagnostics et les questions entomologiques telles que la surveillance des vecteurs et l'identification des moustiques. Depuis lors, deux autres pays, Djibouti et le Soudan du Sud, les ont rejoints en Afrique de l'Est.

Deux ans plus tard, des efforts identiques ont démarré en Afrique de l'Ouest avec le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Liberia, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo. Depuis lors, la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Sierra Leone les ont rejoints dans cette région.

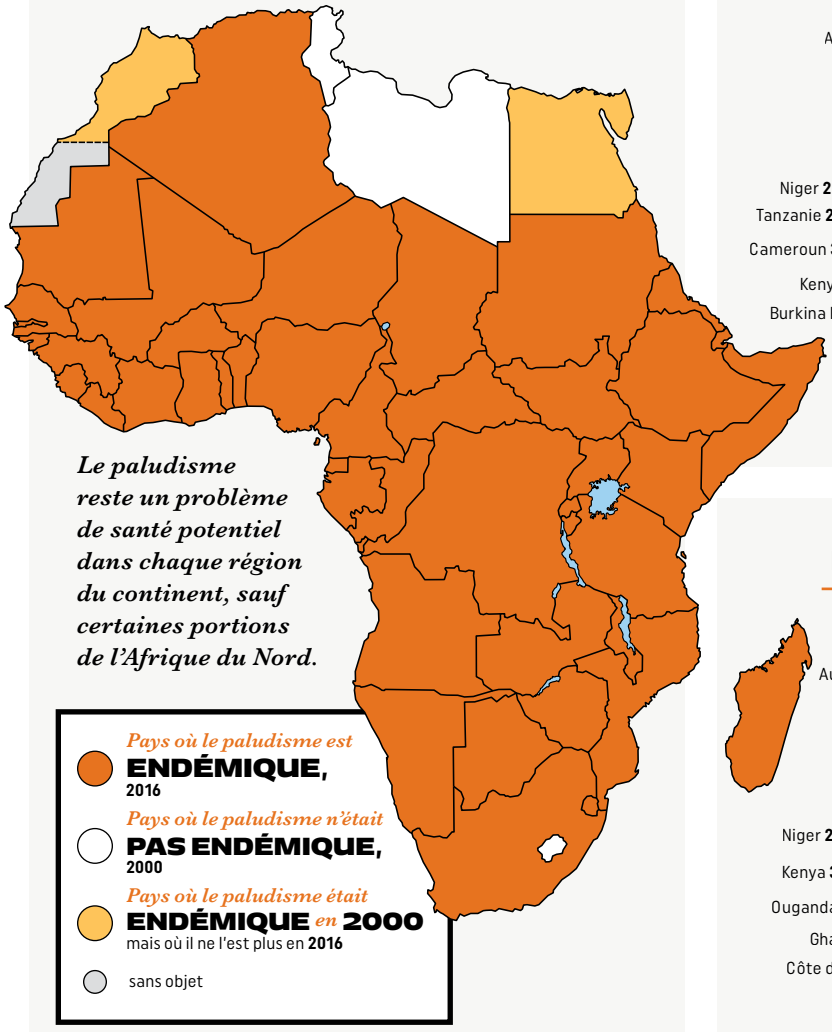
La force opérationnelle antipaludéenne africaine (AMTF) a parrainé 17 rencontres entre 2011 et mars 2017, notamment des symposiums de diagnostics et entomologiques. Un symposium de diagnostics au Ghana a réuni 18 pays africains, qui ont chacun envoyé deux participants. Les formations de diagnostic de deux semaines comprennent des laboratoires de terrain improvisés avec des trousses d'essai, des microscopes, des ordinateurs et des projecteurs. À la suite d'un test préliminaire d'évaluation des connaissances, les

Suite à la page 49

Pays africains

OÙ LE PALUDISME EST ENDÉMIQUE

en 2000 et 2016

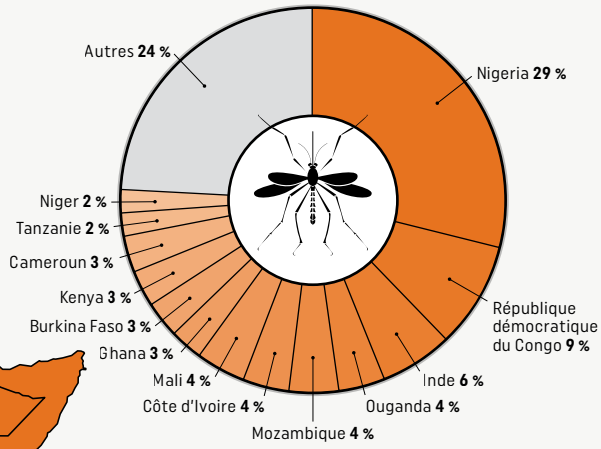


Source : Rapport de 2016 sur le paludisme mondial, Organisation mondiale de la santé

Pourcentages estimés de

CAS DE PALUDISME

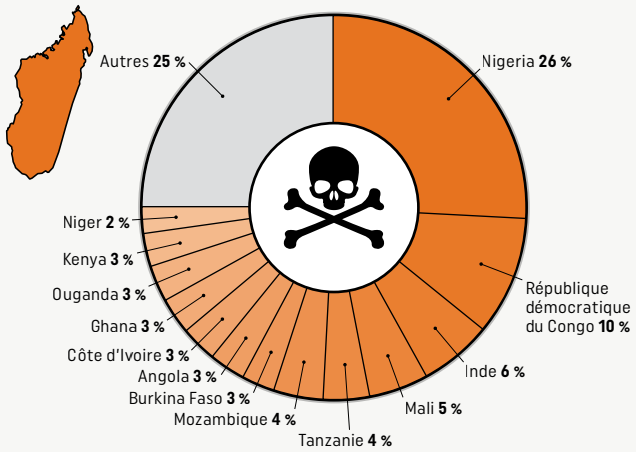
en 2015



Pourcentages estimés de

DÉCÈS DUS AU PALUDISME

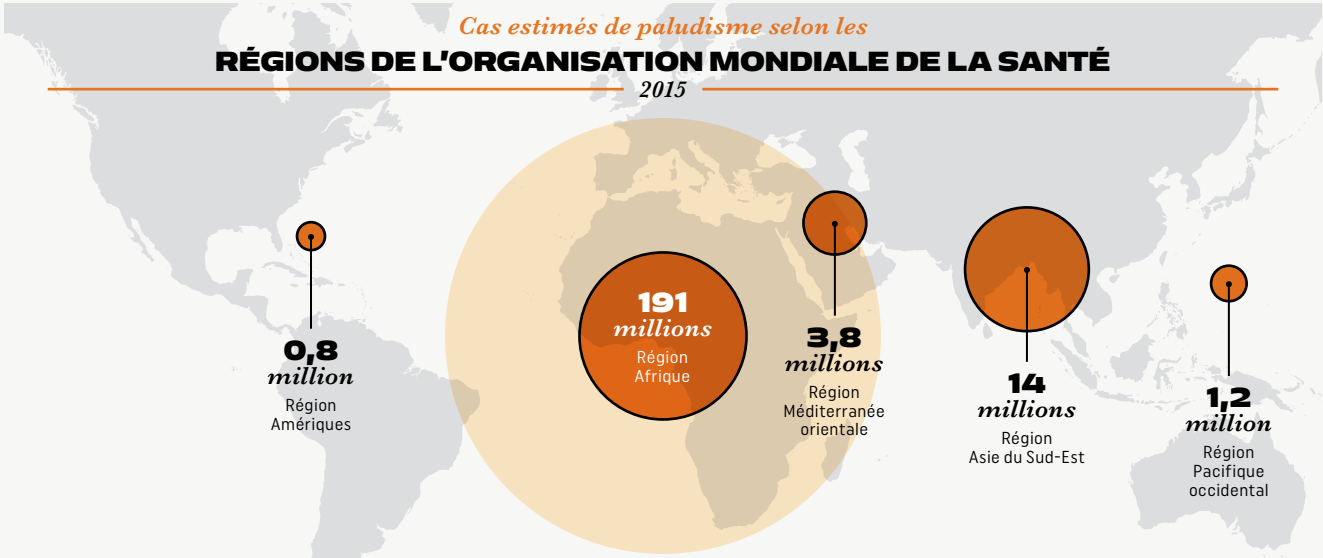
en 2015



Cas estimés de paludisme selon les

RÉGIONS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

2015



Source : Rapport de 2016 sur le paludisme mondial, Organisation mondiale de la santé

ILLUSTRATION D'*ADF*

LES MALADIES *PROPAGÉES PAR* LES MOUSTIQUES EN AFRIQUE

PERSONNEL D'*ADF*

Les maladies vectorielles sont transmises par la piqûre d'un insecte ou d'un arachnide comme les moustiques, les tiques et certaines espèces de mouche. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les moustiques propagent un certain nombre de maladies en Afrique, notamment les maladies suivantes :

FIÈVRE JAUNE :

Ce virus est endémique dans 33 pays africains et 11 pays sud-américains. Une épidémie qui avait commencé en Angola en décembre 2015 s'est propagée dans la République démocratique du Congo.

SYMPTÔMES :
Les symptômes peuvent inclure la fièvre subite, la céphalée intense, les douleurs musculaires, la nausée, le vomissement et la fatigue. Après une courte rémission, un petit pourcentage de patients présentent des symptômes graves tels que la fièvre aiguë, la jaunisse, l'hémorragie et, finalement, la défaillance des organes.

VECTEUR :
Les moustiques de la famille des Aedes ou Haemagogus

CHIKUNGUNYA :

Le chikungunya a été identifié dans plus de 60 pays et on le retrouve surtout en Afrique, en Asie et dans le sous-continent indien. Toutefois, une épidémie affecta plusieurs pays des Amériques en 2015.

SYMPTÔMES :
Le chikungunya provoque l'arrivée subite de la fièvre, qui s'accompagne souvent de douleurs d'articulation, de douleurs musculaires, de maux de tête, de nausée, de fatigue et d'éruptions. Les douleurs d'articulation peuvent être intenses et durer plusieurs semaines. La maladie a des caractéristiques cliniques similaires à la dengue et au Zika. La plupart des patients se rétablissent, mais les douleurs d'articulation peuvent persister à long terme. Des problèmes des yeux ou du cœur, ou des troubles neurologiques ou gastro-intestinaux surviennent parfois.

VECTEUR :
Les plus fréquents sont des moustiques femelles de la famille Aedes aegypti ou Aedes albopictus

DENGUE :

La dengue prédomine dans les tropiques ; elle est endémique dans plus de 100 pays d'Afrique, des Amériques, de la Méditerranée orientale, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental. Le nombre de cas en Afrique est inconnu mais les régions des Amériques, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental sont les plus affectées.

SYMPTÔMES :
Ce virus transmis par les moustiques a quatre souches. Il provoque des symptômes graves, similaires à ceux de la grippe, et peut être mortel. Les gens peuvent se rétablir et devenir immunisés contre la souche qui les a infectés.

VECTEUR :
Le moustique Aedes aegypti

VIRUS ZIKA :

Les épidémies de ce virus transmis par les moustiques se sont manifestées en Afrique, aux Amériques, en Asie et dans les pays en bordure du Pacifique. Depuis 2007, soixante-et-dix pays et territoires ont fourni des preuves de la transmission du Zika.

SYMPTÔMES :
Les symptômes peuvent inclure la fièvre légère, l'éruption cutanée, la conjonctivite, les douleurs musculaires et d'articulation, le malaise ou les maux de tête. Le Zika peut provoquer la microcéphalie et le syndrome de Guillain-Barré.

VECTEUR :
Principalement transmis par les moustiques de la famille Aedes

VIRUS DU NIL OCCIDENTAL :

Environ 80 pour cent de toutes les personnes qui contractent la maladie du virus du Nil occidental ne présentent jamais de symptômes, mais il peut provoquer une maladie neurologique mortelle. Ce virus peut provoquer une maladie grave et la mort chez les chevaux. Des vaccins sont disponibles pour les chevaux, mais pas pour les humains. Les oiseaux sont les hôtes naturels du virus du Nil occidental.

SYMPTÔMES :
Fièvre, maux de tête, fatigue, douleurs corporelles, nausée et vomissement, parfois accompagnés d'une éruption cutanée et d'une enflure des ganglions lymphatiques.

VECTEUR :
Moustiques Culex, notamment le Culex pipiens

Suite de la page 46

participants étudient la microscopie de base et les techniques de diagnostic de base et avancées. Ils apprennent les étapes du diagnostic du paludisme et comprennent les similarités et les différences avec d'autres maladies transmises par vecteur. Les participants reçoivent un livret et une diathèque sur CD-ROM pour qu'ils puissent se reporter aux images lorsqu'ils rentreront chez eux. Ils forment souvent leurs propres réseaux sociaux et partagent des informations longtemps après la fin des sessions.

Au cours des sessions de deux semaines sur le partage des informations entomologiques, les participants se rendent sur le terrain pour collecter des insectes et des arachnides en traînant un chiffon blanc dans la végétation. Les participants piègent aussi des moustiques et les identifient pour déterminer les vecteurs de maladie qui pourraient exister. L'identification correcte des vecteurs peut faciliter le diagnostic, même si les équipements perfectionnés ne sont pas disponibles.

Le capitaine Mame Cheikh Seck de l'Armée du Sénégal aide à identifier les espèces parasites associées au paludisme lors de l'événement des diagnostics de la force opérationnelle africaine antipaludéenne au Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan à Accra, au Ghana, en 2017. ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Si par exemple une personne présente des symptômes similaires à ceux du paludisme, mais que les moustiques porteurs de la maladie n'ont pas été trouvés dans la région, cela donne une indication pour considérer d'autres maladies provoquant des symptômes similaires.

L'AMTF essaie aussi de rencontrer une fois par an les chefs expérimentés pour parler de ce qui se passe lors des événements tactiques. Elle demande leurs suggestions sur la façon d'améliorer les symposiums et sollicite des conseils concernant les événements futurs. Cela donne aux hauts fonctionnaires des pays participants l'opportunité de contribuer au programme et de personnaliser les informations en fonction des besoins de leurs effectifs.

Le major Gayflor a déclaré que les AFL avaient participé à des événements de l'AMTF au Ghana, au Kenya et au Nigeria. Jusqu'à présent, cinq membres des AFL ont participé aux sessions de diagnostic et d'entomologie, aux sessions cliniques et à celles pour les techniciens de laboratoire. Les forces libériennes ont acquis des stratégies de prévention et échangé des idées avec le personnel d'autres pays. « Il est nécessaire que l'AMTF continue son soutien concernant la formation et l'équipement des forces armées pour combattre la maladie », déclare-t-il.

AU-DELÀ DES FORCES ARMÉES

En 2018, l'AMTF prévoit d'offrir des sessions de questions-réponses entre les événements, pour aider les participants à maintenir leurs compétences. Les organisateurs enverront des tests et des lames en milieu d'année et recevront des réponses. Si les tests indiquent que les compétences ne sont pas maintenues, les participants pourront obtenir de l'aide avant de participer à un autre événement de partage des informations.

Les sessions de partage des informations concernent principalement le personnel militaire. Elles aident à assurer l'état de préparation des forces armées pour prévenir, diagnostiquer et traiter le paludisme parmi leurs effectifs. Elles aident aussi à maintenir des forces armées robustes et saines qui sont prêtes à répondre lorsque nécessaire. Mais le programme a aussi un but civil. Dans un grand nombre de pays africains, les forces armées soutiennent la population civile du pays. Les organisateurs savent qu'en munissant les forces armées africaines des moyens de diagnostiquer et de traiter le paludisme, la population vivant près des camps militaires va bénéficier.

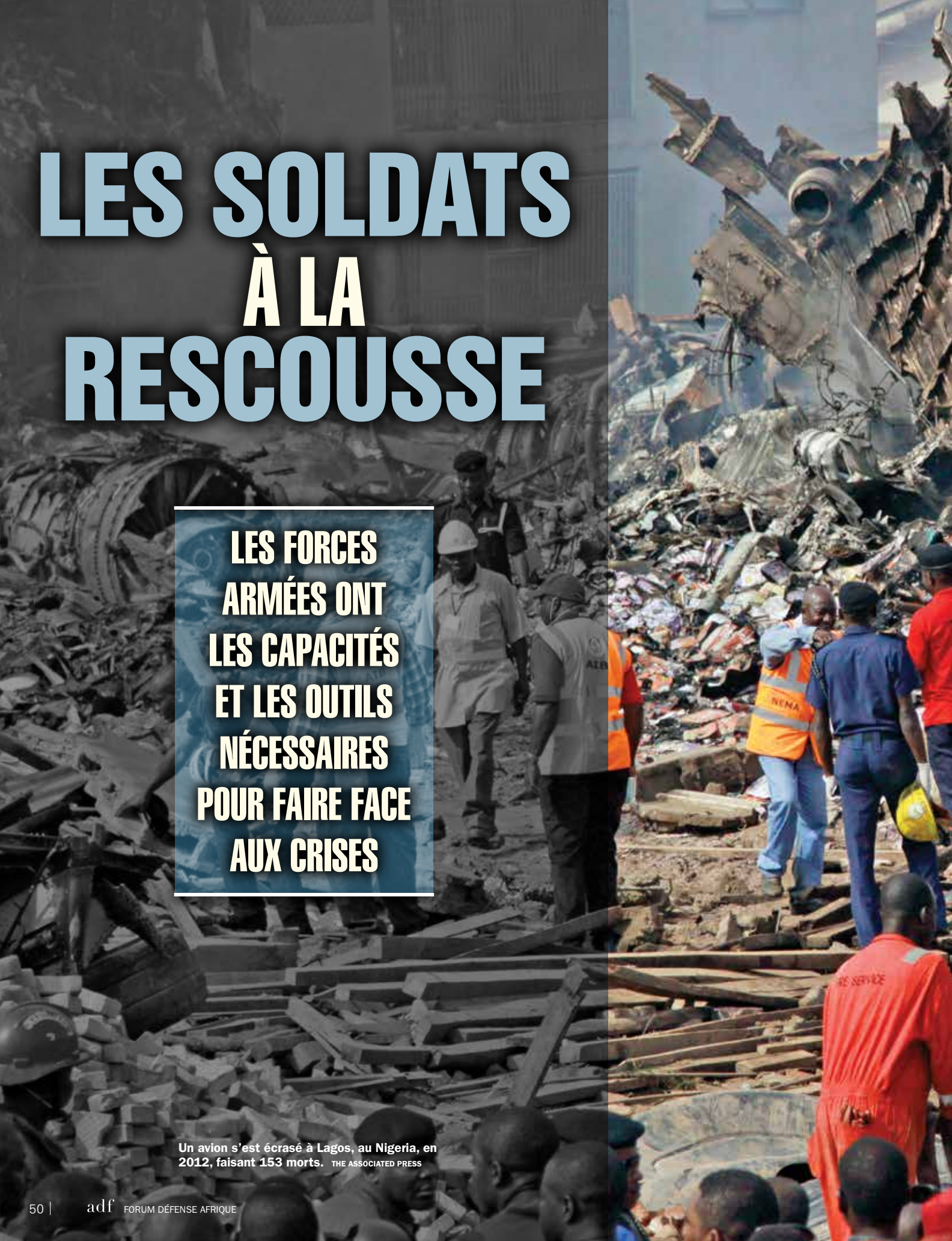
Les techniques échangées lors des sessions AMTF offrent aussi un autre avantage précieux : elles peuvent être utilisées pour un grand nombre de maladies transmises par vecteur. Un certain nombre de maladies propagées par les moustiques proviennent de l'Afrique : le paludisme, la fièvre jaune, la dengue, le virus du Nil occidental et le virus Zika.

Les risques potentiels de ces menaces additionnelles transmises par vecteur ont été soulignés fin 2015 et début 2016. Une épidémie de fièvre jaune fut décelée en Angola en décembre 2015 et cette maladie virale se propagea dans l'ensemble du pays et en République démocratique du Congo (RDC) en mars 2016, selon un rapport de l'OMS. L'Angola signala 4.306 cas suspects et la RDC 2.987 cas suspects. En tout, environ 400 personnes sont décédées.

« Oui, le paludisme est une menace importante, mais il y en a d'autres », déclare le major de l'Armée de l'air américaine Antonio Leonardi, officier de la santé publique de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. « Vous ne savez pas ce qu'elles sont tant que vous ne commencez pas à les chercher, et le processus est toujours le même. » ❑

LES SOLDATS À LA RESCOUSSE

LES FORCES ARMÉES ONT LES CAPACITÉS ET LES OUTILS NÉCESSAIRES POUR FAIRE FACE AUX CRISES



Un avion s'est écrasé à Lagos, au Nigeria, en 2012, faisant 153 morts. THE ASSOCIATED PRESS

CAT
FIRE

Historiquement, lorsqu'un pays devait avoir recours aux forces armées pour faire face à une catastrophe naturelle, on appliquait l'idée qu'elles seraient « les dernières à arriver et les premières à repartir » : utilisez-les uniquement en dernier recours et aussi peu que possible. Pourtant cette idée va à l'encontre de la nécessité de mettre en place une réponse rapide, ce à quoi sont formées les forces armées.

La notion du « dernier recours », notamment en Afrique, a fait place à la réalisation que les armées de terre et de l'air et la marine offrent des capacités et des outils bien spécifiques qui sont en réalité aptes à servir de première ligne d'intervention dans la gestion des catastrophes. Examinons quelques exemples :

En **Zambie**, les chenilles défoliantes ont commencé à envahir les cultures de maïs vers la fin 2016. Le pays ne possède pas de service aérien national et c'est ainsi que le président Edgar Lungu a fait appel à l'armée de l'air pour le transport aérien des pesticides. Les chenilles, dont le nom vient du fait qu'elles dévorent pratiquement toute la végétation sur leur passage, ont détruit des récoltes dans six des 10 provinces du pays en date du début 2017. Quatre ans auparavant, les chenilles avaient détruit des champs de maïs, de manioc, de sorgho et de riz, selon Reuters.

En **Afrique du Sud**, 120 marins sud-africains ont rejoint les pompiers pour maîtriser les incendies près du Cap en janvier 2017. Deux hélicoptères de l'Armée de l'air sud-africaine ont également été déployés. Selon le site Web *Africanews*, les marins ont travaillé « jour et nuit » pour venir à bout des incendies.

En novembre 2016, 2.000 soldats du **Burundi**, du **Kenya**, du **Rwanda**, de la **Tanzanie** et de l'**Ouganda** se sont réunis au Kenya pour y suivre une formation sur la mise en œuvre des missions de secourisme. Selon un reportage du *Star of Kenya*, au-delà de la formation, les soldats ont appris à collaborer ensemble en tant que membres de la Communauté d'Afrique de l'Est. Les soldats ont également travaillé sur des projets conçus par les ingénieurs militaires kényans, comme le nivellement des routes, la réalisation des forages et la remise en état des écoles.

En **Ouganda**, les soldats ont traversé la frontière avec le Soudan du Sud en juillet 2016 pour porter secours aux ressortissants ougandais et autres personnes coincées dans le pays par le conflit qui y sévit. En quelques jours, grâce à des douzaines de véhicules blindés ils ont pu secourir environ 3.000 Ougandais.

DES RÈGLES DIFFÉRENTES

De bien des façons, les forces armées sont taillées sur mesure pour prêter main forte, voire pour diriger les opérations de secours. Le recours aux forces armées nationales peut être particulièrement indiqué dans les régions isolées, où il n'existe que peu ou pas d'infrastructure civile pour faire face à une catastrophe. Cependant, l'utilisation des forces armées pour les opérations de secours en Afrique, comme ailleurs dans le monde, peut poser certains problèmes.

Pendant la période coloniale, beaucoup de pays africains utilisaient leur force militaire pour contrôler les populations, au lieu de les protéger. Après l'indépendance, les nations africaines ont entamé le long processus de réforme militaire afin de répondre aux besoins des habitants. Néanmoins, il subsiste à ce jour un certain manque de confiance. Cela est particulièrement vrai dans les pays qui ont connu des coups d'états successifs et de longues périodes de contrôle militaire.

Jibrin Ibrahim, qui écrit pour le *Premium Times* du Nigeria, remarque que « la domination militaire finit par avoir un impact négatif sur la société en généralisant ses valeurs autoritaires, qui sont essentiellement antisociales et qui détruisent la politique ».

Un officier de l'Armée d'Afrique du Sud explique à *ADF* qu'à cause des souvenirs de l'apartheid toujours ancrés dans les mémoires, beaucoup de civils sud-africains éprouvent encore de la méfiance et de la rancœur à l'égard des soldats du pays, même dans le cadre des missions de secours. Il remarque que ses soldats et lui-même sont traités avec plus de respect et d'égards dans les pays voisins que chez eux, et il ajoute qu'il faudra encore du temps pour que le pays se remette de son histoire douloureuse.

Même dans les pays où les relations entre les habitants et les forces armées sont bien ancrées, le recours aux soldats et aux marins en temps de crise est encore au stade du développement. Dans une étude réalisée en 2015 sur l'aide humanitaire, la chercheuse Vanessa Thevathasan constate « qu'il est essentiel de mieux soutenir le dialogue multilatéral, la collaboration et la coordination entre les secteurs militaires, humanitaires et gouvernementaux afin de définir au mieux les relations civilo-militaires en cas de réponse humanitaire. »

Mme Thevathasan cite plusieurs exemples d'interventions de secours conduites avec succès dans le monde, y compris la mise en place des centres d'isolement et de traitement

SI LES FORCES ARMÉES SONT CHARGÉES D'INTERVENIR EN PREMIERS SECOURS, LA RAPIDITÉ EST UN FACTEUR CRITIQUE. SI LES RESSOURCES MILITAIRES N'ARRIVENT QUE LENTEMENT, CELA PEUT ENTRAVER OU RETARDER LE DÉPLOIEMENT ALTERNATIF D'ÉQUIPES DU CIVIL.

Un soldat kényan tente de secourir un survivant pris dans les décombres d'un bâtiment écroulé à Nairobi. REUTERS

Rencontre entre les directeurs médicaux de l'armée et de la marine du Nigeria et le ministre de la Santé publique du pays à Abuja lors d'une conférence de presse sur l'épidémie d'Ebola en 2014.
REUTERS

en Afrique occidentale pendant l'épidémie d'Ebola de 2014.

« La coordination et les communications entre les organismes humanitaires civils et les militaires ont toujours été très difficiles de surmonter », écrit-elle dans une étude. « Les obstacles sont liés aux différences de culture, de priorité et de mode opérationnel entre les militaires et les civils qui ont un impact direct sur la coordination des informations, laquelle contribue à son tour au succès ou à l'échec de l'intervention de secours. »

L'assistance militaire du Japon après le tremblement de terre et le tsunami de 2011 constitue un exemple remarquable d'une intervention menée avec succès, déclare-t-elle. « Le déploiement rapide des troupes et le niveau d'engagement auprès de la population civile ont abouti à un plus grand soutien du public envers les dépenses pour la défense et a encouragé le rôle des militaires dans l'aide humanitaire tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. »

RAPIDITÉ ET AUTONOMIE

Selon une étude effectuée après le tremblement de terre de 2011 au Japon, afin que les interventions humanitaires prises en charge par les militaires soient un succès, il s'agit d'assurer :

- L'autonomie, permettant peu ou pas de recours à une aide externe qui pourrait ralentir l'intervention. « Ceci comprend également le recours aux réservistes ; le personnel de réserve permet souvent d'accéder aux connaissances spécifiques des spécialistes civils qui sont d'une grande valeur en situation de crise », conclut David Rubens, consultant en sûreté, qui a mené cette étude.
- La rapidité, avec une capacité de déploiement en quelques heures, en emportant tout l'équipement nécessaire dès le début de l'opération.
- La polyvalence professionnelle et l'adaptabilité permettant de faire face à une situation imprévisible.
- L'autogestion, permettant de formuler des décisions rapides en fonction de la situation constatée sur place, sans devoir recourir à une chaîne de commandement éloignée.

Il existe des consignes déjà établies pour les militaires intervenant avec d'autres organismes en cas de catastrophe humanitaire. En 2008, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm a établi une liste des

Des soldats et des officiers de police sont à l'honneur lors de la remise des diplômes de la 14ème formation sur la protection des civils, à Vicence, en Italie, en février 2017.
SPC. PAOLO BOVO/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

facteurs qui permettent d'assurer le succès des interventions militaires en cas de crise.

La rapidité : Si les forces armées sont chargées d'intervenir en premiers secours, la rapidité est un facteur critique. Si les ressources militaires n'arrivent que lentement, cela peut entraver ou retarder le déploiement alternatif d'équipes du civil.

Les outils nécessaires : Le déploiement des ressources humaines et matérielles doit se faire en réponse à la situation et dans le respect de l'environnement culturel et politique local.

L'efficacité : Les ressources militaires doivent être bien gérées et intégrées au sein des initiatives de secours internationales plus larges.

La « capacité d'absorption » du pays d'accueil : Le pays auquel l'aide humanitaire est destinée doit être en mesure d'accueillir l'arrivée des ressources humaines et matérielles. Ce pays doit aussi pouvoir intégrer et coordonner l'assistance avec ses propres ressources. Un pays qui peut faire bon usage de l'aide humanitaire doit aussi pouvoir s'aider lui-même.

La coordination des ressources : L'assistance humanitaire peut provenir des forces armées, des gouvernements civils, des organisations internationales et non gouvernementales. Les groupes chargés d'intervenir doivent pouvoir partager facilement les informations. L'institut évoque la nécessité d'harmoniser les rapports entre groupes en tenant compte des différences culturelles.

Les autorités insistent sur l'importance de la planification détaillée et du partage des renseignements pour la gestion des crises. Lorsqu'Haïti a été frappée par un tremblement de terre en 2010, le gouvernement haïtien a été largement décrié pour la lenteur et l'inefficacité de son intervention. De nombreux pays partenaires proposaient leur aide, mais il n'existait aucune base de données recensant les capacités, la formation et les ressources matérielles de chacun. Les secouristes n'avaient pas le moyen de coordonner les ressources nécessaires en réponse aux besoins les plus critiques du pays, tels que la nourriture, l'eau, les abris temporaires, en fonction du type d'aide proposé par tous ces pays.

Mark Philips a rédigé une étude pour le groupe de réflexion britannique Royal United Services Institute sur le rôle des militaires dans le cadre de l'aide humanitaire internationale. Il explique que les catastrophes deviennent « de plus en plus fortes » et sont plus difficiles et dangereuses à gérer. Il déclare que « les forces armées sont mieux équipées pour intervenir rapidement dans des circonstances adverses que la plupart des autres organismes ». ❑

Le cinéma africain est de retour

VOICE OF AMERICA

La 25ème édition du plus grand festival du film africain, FESPACO, a été célébrée en 2017, principalement au Ciné Burkina, lieu vénérable et traditionnel au cœur de la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou. Il fut un temps où la ville avait au moins neuf salles de cinéma ; aujourd'hui, il n'en reste plus que deux.

C'est une histoire qui se répète partout dans le continent. Au Sénégal, ne cherchez plus le Cinéma de Paris, l'ancien temple du film situé Place de l'Indépendance au centre-ville de Dakar : il a disparu. Démoli en 2011, il a été remplacé par des hôtels et des bureaux.

Et à Yaoundé, capitale du Cameroun, il n'y a tout simplement pas de salle de cinéma.

« Zéro, explique le journaliste culturel Parfait Tabapsi. À Yaoundé, il y a 3 millions (d'habitants), mais pas un seul cinéma qui fonctionne. »

L'arrivée des DVD et le fait que les grands cinémas n'ont pas opté pour le numérique sont à l'origine de cette disparition en Afrique occidentale. Les gens ont désormais accès aux derniers succès hollywoodiens – souvent piratés – pour une bouchée de pain, sur les télévisions de salles de visionnage du quartier. Mais si vous cherchez des films africains, en dehors de quelques succès de Nollywood, vous resterez sur votre faim.

M. Tabapsi a décidé de changer la donne au Cameroun grâce à son travail au sein de l'organisation Mobile Digital Cinema (cinéma numérique mobile).

« Notre objectif consiste à amener les films là où ils n'arriveront pas autrement, déclare-t-il. Car il n'existe aucun moyen de communication, il n'y a pas d'électricité, les routes sont mauvaises. Mais les gens doivent voir les artistes et les metteurs en scène qui racontent l'histoire de l'Afrique. Ainsi nous achetons les droits cinématographiques et nous projetons les films gratuitement. »

Résultat un peu tardif : le cinéma à l'ancienne revient au goût du jour.

Le réalisateur tchadien primé Mahamat-Saleh Haroun a réussi à lui-seul à relancer Le Normandie dans la capitale, N'Djaména. Et au Burkina Faso un autre cinéma mythique, le Guimbi, est en cours de reconstruction dans la deuxième ville du pays, Bobo Dioulasso. Les travaux ont débuté mi-2015 à l'initiative de réalisateurs locaux et avec le soutien de leurs amis en Belgique et en France. Une salle ouvrira ses portes cette année, et le complexe sera complété courant 2018.

Enfin à Ouagadougou, le FESPACO de cette année a coïncidé avec l'ouverture d'une nouvelle salle de cinéma de 300 places alimentée par des panneaux solaires, le Canal Olympia Yennenga, projet d'un budget de 3,2 millions de dollars.

L'actrice sénégalaise Mouna N'Diaye participe à une cérémonie commémorative des pionniers du cinéma africain au festival du film FESPACO à Ouagadougou, au Burkina Faso.
AFP/GETTY IMAGES

AFP/GETTY IMAGES

N'Dour mets ses pouvoirs de star au service de la lutte contre le paludisme.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le chanteur le plus connu du Sénégal, et peut-être de toute l'Afrique, Youssou N'Dour, a mis sa renommée au service de l'éradication du paludisme dans son pays.

Depuis les années 70, M. N'Dour se produit sur place et en tournée avec un répertoire varié inspiré par un mélange de musique sénégalaise et de soul, de hip-hop et de jazz. Il est également connu pour sa contribution depuis bien des années à la cause de la lutte contre le paludisme. Cette maladie reste bien trop présente au Sénégal avec 500.000 cas enregistrés en 2015, dont 4.400 décès.

Le paludisme a fait plus de 400.000 victimes dans le monde en 2016 selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La grande majorité d'entre elles étaient des enfants vivant en Afrique subsaharienne. Les enfants sont plus sensibles à cette maladie.

Une initiative de 32 millions de dollars vise à éliminer finalement le paludisme dans ce pays d'Afrique occidentale. Les autorités sanitaires vont distribuer plus de 2,5 millions de moustiquaires traitées à l'insecticide, 1,6 million de tests de diagnostic rapide et 70.000 doses de médicaments antipaludéens.

Le Sénégal se trouve actuellement au premier stade de la lutte contre le paludisme, celui que l'OMS désigne par phase de « contrôle ». Le pays compte atteindre le prochain stade, celui de la pré-élimination, d'ici à 2020.

« Tout d'abord, il s'agit d'un problème de santé publique grave, explique M. N'Dour. Mais nous observons également son incidence économique et les faiblesses que nous présentons au niveau du développement en Afrique à cause du paludisme. »

Le projet est soutenu par le gouvernement sénégalais ainsi que par le Fonds Lives and Livelihoods (Pour la vie et la subsistance) qui cible les projets de santé dans les nations à majorité musulmane et qui est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et plusieurs états du Golfe de Guinée.

M. N'Dour évoque avec colère les vies d'enfants perdues inutilement au fil des ans à cause de cette maladie. Il est convaincu que les Sénégalais ont souvent minimisé l'incidence du paludisme sur la mortalité. « Ici, beaucoup de gens déclarent : "Oh, c'est juste un peu de grippe" alors qu'en réalité ils souffrent du paludisme, explique M. N'Dour. Lorsque les enfants ne vont pas à l'école, il n'y a pas de travail, vous ne pouvez pas travailler. Alors la menace de la pauvreté est toujours présente dans les esprits. »

L'Afrique demande 5 places supplémentaires pour la Coupe du Monde

AGENCE FRANCE-PRESSE

La FIFA annonce que l'Afrique demande dix places, cinq de plus que d'habitude, pour la Coupe du Monde 2026 qui rassemblera 48 nations. Le système actuel ne comprend que 32 équipes.

« Toutes les associations soutiennent une Coupe du Monde plus étendue et l'Afrique espère obtenir 10 places » explique le président the l'AF d'Afrique du Sud Danny Jordaan.

L'expansion de la Coupe du Monde, validée par le Conseil de la FIFA, prendra effet lors du tournoi de 2026. Le nouveau système comprendra au premier tour 16 groupes qui s'affronteront pour sélectionner les premières et deuxièmes équipes qui arriveront à la phase éliminatoire.

L'Afrique a occupé 5 places depuis la Coupe du Monde de 1998 qui s'est déroulée en France. Aucun pays africain n'a réussi à dépasser le stade des quarts de finale. C'était la première fois, au cours de la Coupe du Monde de 2014, que deux nations africaines arrivaient à la phase éliminatoire.

Si la FIFA accède à la demande de la Confédération africaine de football, qui regroupe 54 membres, de doubler le quota africain, cela représentera une victoire majeure pour les équipes africaines, qui se plaignent depuis longtemps de leur perception de sous-représentation dans la coupe. Depuis 1978, l'Europe détient plus que le double des places garanties à l'Afrique.

L'Asie compte 47 membres dans sa propre confédération et se plaint également d'être sous-représentée dans le tournoi. L'Asie et l'Afrique constituent les blocs électoraux les plus importants au sein de la FIFA et sont donc susceptibles de gagner plus de places que dans d'autres confédérations continentales.

Les membres de l'équipe de football du Cameroun fêtent une victoire. REUTERS

Un officiel du Tchad prend les rênes de l'UA

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moussa Faki Mahamat, ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad, a assumé le poste de chef de la Commission de l'Union africaine, en promettant de réformer l'institution et de répondre aux crises du continent.

M. Faki a assumé la direction de ce bloc continental de 54 pays en mars 2017, quelques jours après l'annonce par les Nations unies de crises alimentaires dans quatre pays, dont trois en Afrique : la Somalie, le Soudan du Sud et le Nord-Est du Nigeria. L'ONU a déclaré que ces pénuries alimentaires constituaient la plus forte crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

« La famine qui ravage aujourd'hui de vastes régions d'Afrique est pour nous une réelle humiliation », a déclaré aux délégués M. Faki au siège social de la Commission à Addis-Ababa, en Éthiopie. « Le potentiel immense de notre continent et le taux enviable de croissance économique d'un grand nombre d'états membres de l'union ne nous donnent aucune justification pour cette tragédie humaine odieuse. »

M. Faki, âgé de 56 ans, proche du président tchadien Idriss Deby, a promis de placer « le développement et la sécurité » en tête de son programme. En tant que ministre des Affaires étrangères, il est réputé avoir adopté une position ferme contre l'extrémisme islamique au Mali, au Nigeria et au Sahel. M. Faki a été élu président de l'UA en janvier 2017 après sept tours de scrutin, l'ayant emporté sur le ministre kényan des Affaires étrangères Amina Mohamed et des candidats du Botswana, de la Guinée équatoriale et du Sénégal.

Dans son discours, M. Faki a loué le rapport, qu'il a appelé « édifiant », du président du Rwanda Paul Kagame recommandant des façons de réformer l'UA. Ce rapport demande à l'institution de mieux se distinguer des autres blocs régionaux et de concentrer ses efforts seulement sur des domaines clés tels que les affaires politiques, la paix et la sécurité. M. Faki prend la relève de Nkosazana Dlamini-Zuma d'Afrique du Sud.

LA TUNISIE EMPÊCHE
27.000 personnes de rejoindre les groupes terroristes

PERSONNEL D'*ADF*

Les autorités tunisiennes ont annoncé qu'elles avaient dissuadé plus de 27.000 jeunes de rejoindre des groupes terroristes depuis 2012. Le ministre de l'Intérieur Hadi al-Majdoub a déclaré que ces jeunes avaient été dissuadés de voyager dans les pays étrangers où les conflits armés sévissent.

Des officiers de police tunisiens montent la garde lors d'une réunion du Conseil des ministres de l'Intérieur arabes à Tunis. REUTERS

M. al-Majdoub a déclaré que, en plus de ceux empêchés de quitter le pays, environ 800 personnes soupçonnées d'extrémisme étaient retournées de l'étranger et environ 190 d'entre elles avaient été arrêtées. Les autres sont étroitement surveillées pour déceler des signes d'activité extrémiste, a-t-il déclaré au journal *Asharq Al-Awsat.*

La Tunisie a contribué à l'EIIL plus de combattants étrangers que tout autre pays africain. M. al-Majdoub a déclaré qu'environ 3.000 Tunisiens vivant à l'étranger sont activement alliés aux groupes extrémistes. Les deux destinations principales pour les extrémistes originaires de Tunisie sont la Syrie et la Libye, a-t-il déclaré. *Asharq Al-Awsat* signale qu'en 2016, la Tunisie avait démantelé 245 cellules terroristes et arrêté 517 personnes soupçonnées de terrorisme.

LA TANZANIE MET LE « DÉMON » DU BRACONNAGE SOUS LES VERROUS

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Tanzanie a condamné son braconnier le plus notoire, surnommé « le démon », à 12 ans de prison pour avoir dirigé un réseau de trafic d'ivoire actif dans cinq pays africains.

Boniface Matthew Maliango, âgé de 47 ans, a été arrêté à Dar es Salam en septembre 2015 après une traque d'un an.

La Ligue d'action pour les éléphants, qui combat les crimes contre la faune sauvage, a déclaré que M. Maliango serait responsable de la mort de milliers d'éléphants en tant que chef de 15 syndicats de braconnage actifs au Burundi, au Kenya méridional, en Mozambique, en Tanzanie et en Zambie.

Il est aussi accusé d'avoir dirigé un réseau de braconnage qui était le fournisseur de Yang Fenglan, Chinoise de 66 ans appelée la « Reine de l'ivoire ». Elle avait été jugée en Tanzanie pour le trafic illégal de 706 défenses d'éléphant entre 2000 et 2014.

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature, le nombre d'éléphants africains a baissé d'environ 111.000 au cours des dix dernières années. Il en reste seulement 415.000 dans le continent. Cette tuerie ne donne aucun signe de déclin, et chaque année environ 30.000 éléphants sont massacrés pour leur ivoire.

La Tanzanie, qui possède l'une des plus grandes populations d'éléphants du continent, est l'un des pays les plus touchés. Un recensement récent indique une chute de 60 pour cent du nombre d'éléphants dans le pays entre 2009 et 2014.

TERRA MATER FACTUAL STUDIOS

REUTERS

LE MALAWI FAIT APPEL À L'ARMÉE POUR PROTÉGER LES FORÊTS

FONDATION THOMSON REUTEURS

Le gouvernement du Malawi met à l'essai une nouvelle stratégie pour protéger ses forêts en forte régression : le recours à l'Armée.

Au vu de la déforestation qui menace les ressources en eau de la capitale, le gouvernement a lancé des patrouilles militaires de 24 heures dans les principales forêts du pays. Les soldats sont autorisés à arrêter les bûcherons et à confisquer leur équipement, déclare Sangwani Phiri, porte-parole du ministère des Ressources naturelles, de l'Énergie et des Mines. Cette approche constitue « une tentative d'enrayer la coupe d'arbre illégale », explique-t-il.

La stratégie consistant à faire appel aux forces de défense du Malawi (MDF) est à l'image de celles adoptées par d'autres pays de l'Afrique australe, y compris le Botswana et l'Afrique du Sud. Il ajoute qu'il s'agit également d'une pratique courante dans certaines régions d'autres pays, comme l'Inde et le Viêt Nam.

Selon les estimations du gouvernement du Malawi, les forêts naturelles qui prédominent sur 3,4 millions d'hectares diminuent à un taux annuel de 1,8 à 2,6 pour cent, principalement pour produire du charbon.

« Nous visons les zones forestières partout dans le pays, mais nous commençons par les massifs forestiers de Mua, Livulezi, Dzalanyama, Viphya et Mulanje, dont le taux de réduction est alarmant », déclare M. Phiri.

Le déploiement a lieu après ce qu'il décrit comme un programme pilote réussi dans la grande forêt de Dzalanyama qui s'étend dans les districts de Dedza et Lilongwe dans la région du Centre. Le programme a démarré en février 2015.

Le LTN Wilned Kalizgamangwere Chawinga du Service de l'information publique de la MDF explique que les troupes ont prévu d'effectuer des patrouilles 24 heures sur 24 dans les forêts, comme cela a été fait pendant le programme pilote.

« Nous détenons les bûcherons et les producteurs de charbon illicites, saisissons leurs véhicules et tous les autres équipements qu'ils utilisent », écrit-il dans une déclaration.

Il ajoute : « Nous acheminons tout ce que nous avons confisqué vers le site MDF le plus proche, où les propriétaires peuvent venir récupérer leurs biens s'ils ont les documents nécessaires et s'ils ont payé les amendes au Service des Forêts. »

Les soldats détruisent également les fours à charbon découverts dans les forêts. « En plus d'effectuer les patrouilles en forêt, de confisquer les équipements et de détenir ceux qui sont impliqués dans le bûcheronnage illicite, les soldats de la MDF sensibilisent le public aux dangers de la déforestation et encouragent les gens à planter plus d'arbres », déclare le LTN Chawinga.

UNE PATROUILLE CONJOINTE MARQUE

LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE au MALI

THE ASSOCIATED PRESS

Les soldats maliens et les anciens rebelles touarègues ont effectué leur première patrouille conjointe au Nord du Mali, une étape clé des accords de paix de 2015 dont l'objectif est de ramener la paix dans une région menacée par les extrémistes.

Sous la surveillance des hélicoptères de la mission du maintien de la paix des Nations unies, 50 hommes aux turbans distinctifs ont commencé à patrouiller la ville de Gao en février 2017. La ville est fréquemment la cible d'attaques extrémistes, y compris celle qui a eu lieu en janvier et qui a fait 54 victimes.

Le bataillon conjoint de 600 personnes est le premier à intégrer officiellement, aux côtés des soldats maliens, les rebelles des groupes armés indépendants de la région d'Azawad qui ont signé les accords de paix. Les patrouilles visent à « développer la confiance et réduire l'insécurité au Nord du Mali en attendant que l'autorité de l'état soit pleinement restaurée », selon Stephane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU.

Les nouvelles unités font face à un défi pour sécuriser cette région et éradiquer les extrémistes. Leurs membres doivent aussi trouver le moyen de s'entendre. La quête d'autonomie des Touaregs a conduit à un conflit avec le gouvernement qui perdure depuis des décennies. Les anciens rebelles qui participent aux patrouilles ont fait l'objet de contrôles rigoureux afin de s'assurer qu'ils ne sont pas liés à des groupes extrémistes.

« Aujourd'hui, il ne s'agit pas de différencier entre la Coordination des mouvements de l'Azawad [ancien groupe rebelle touarègue] et l'Armée du Mali », déclare Hassan Ag Ibrahim, jeune combattant touarègue qui patrouille à pied aux côtés d'un soldat malien. « Nous luttons ensemble sous le même drapeau : vert, jaune et rouge. »

L'instabilité règne au Nord du Mali depuis 2012, lorsque des extrémistes liés à al-Qaïda prennent le contrôle de la région en exploitant une brèche dans le pouvoir, suite au renversement du président par des soldats mutins. En 2013, les forces françaises et africaines repoussent les extrémistes de leurs places fortes, mais les attaques persistent, portant plus au Sud de la région. Plus de soldats des forces du maintien de la paix des Nations unies ont trouvé la mort dans le cadre de leur mission au Mali que dans toute autre mission active de maintien de la paix dans le monde.

Plus récemment, les extrémistes ont émis des déclarations menaçantes à l'égard des familles touarègues et arabes au Nord du Mali concernant leur participation aux opérations conjointes, et ils ont également mis ces menaces à exécution.

Le 18 janvier 2017, un kamikaze au volant d'un véhicule chargé d'explosifs fonce dans un camp militaire à Gao, faisant 54 morts et plus d'une centaine de blessés. Al-Mourabitoune, groupe lié à al-Qaïda au Maghreb islamique, revendique la responsabilité de cet attentat et prévient qu'il y en aura d'autres afin de punir « tous ceux qui sont séduits par la France ».

Ceux qui soutiennent la patrouille conjointe ainsi que certains habitants de Gao continuent à montrer leur engagement.

Mohamed Maiga est un résident qui espère que la patrouille conjointe instaurera la paix. « Ils doivent continuer à faire ce type de patrouille afin que les terroristes et les bandits armés arrêtent leurs attaques et leurs braquages », déclare-t-il.

THE ASSOCIATED PRESS

AFP/GETTY IMAGES

LA GARDE-CÔTES TUNISIENNE SAISIT UN GIGANTESQUE CHARGEMENT DE COCAÏNE

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Garde-côtes de la Tunisie a saisi 31 kilos de cocaïne pure d'une valeur estimée à plus de 6 millions de dollars, au large des côtes méditerranéennes.

Cette saisie en mars 2017 est intervenue à la suite de « mouvements suspects » détectés à bord d'un vaisseau près du Cap Bon, une péninsule dans le canal de Sicile, selon le LCL Mohamed Walid Ben Ali, qui dirige la Garde-côtes à La Goulette, près de Tunis.

Deux hommes se sont enfuis à bord du bateau après avoir jeté à l'eau « un grand sac rouge », récupéré ensuite par les autorités qui y ont découvert 30 pains de cocaïne pure.

Il s'agissait de la première saisie aussi importante de cette drogue par les autorités tunisiennes, a expliqué le LCL Ben Ali, qui a ajouté que les autorités italiennes avaient été alertées au sujet des deux fugitifs.

DES TRAINS AMÈNENT LES SOINS MÉDICAUX À LA POPULATION PAUVRE D'AFRIQUE DU SUD

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le train Phelophepa d'Afrique du Sud attire une foule où qu'il aille. Le son de cette clinique sur rails, train lourd de 19 wagons qui sillonne le pays, signale l'arrivée des soins médicaux gratuits, qui sont indispensables pour des milliers de Sudafricains.

Dans une gare de Pienaarsrivier, ville de la province sudafricaine du Limpopo, des douzaines de patients âgés et de femmes avec des enfants au bras sont arrivés pour bénéficier du service.

« Nous sommes vraiment heureuses. J'ai reçu deux paires de lunettes et maintenant je vais voir le médecin pour un examen », déclare Janette Rakgetse, femme de 60 ans originaire de Hammanskraal. « J'ai économisé beaucoup d'argent. Nous sommes venues à 5 heures du matin pour éviter la file. Nous sommes un groupe de grand-mères qui se sont organisées pour venir ici. »

La clinique ferroviaire est restée deux semaines près de la jolie station de briques rouges de Pienaarsrivier, à 55 kilomètres au Nord de la capitale de Pretoria, avant de faire un trajet de 500 kilomètres pour se rendre à Ladysmith à l'Est du pays. Elle offre des services de généraliste et de dentiste, des services psychologiques, une pharmacie bien équipée et une clinique ophtalmologique.

Des étudiants de dernière année de médecine des universités d'Afrique du Sud traitent jusqu'à 400 patients par jour dans le train, qui est géré par Transnet, exploitant logistique ferroviaire d'état. Les étudiants travaillent avec une équipe permanente et passent en général deux semaines à bord avant d'échanger leur place avec un nouveau groupe d'internes.

« Nous aidons les gens à voir – ils peuvent ensuite circuler librement. Le train donne aux gens de l'espoir », déclare l'opticien stagiaire de quatrième année Percy Makgwane, 22 ans, étudiant de l'Université du Limpopo. « J'aimerais beaucoup travailler ici en permanence ».

En 2014, Transnet agrandit le premier train Phelophepa, qui avait commencé comme rame modeste de trois wagons en 1994. Son nom veut dire « Bonne santé propre » dans les dialectes tswana et sotho d'Afrique du Sud. Depuis lors, un deuxième train a été ajouté.

Depuis leur lancement, plus de 24 millions de patients ont été traités par ces services, appelés « trains de l'espoir ». C'est la clinique mobile la plus grande du monde. Les patients doivent en général payer 30 rand (2,30 $) pour des lunettes, 10 rand pour un rendez-vous de dentiste et 5 rand pour des médicaments sur ordonnance.

À tout moment, chaque train a 22 employés permanents, 16 agents de sécurité et environ 40 étudiants à bord. Les deux trains sillonnent le pays pendant neuf mois par an pour atteindre quelques-unes des communautés les plus négligées d'Afrique du Sud.

LE MAÎTRE DE DEUXIÈME CLASSE JEFF ATHERTON/MARINE AMÉRICAINE

LES ÉTATS AFRICAINS *collaborent pour protéger* LE Ggolfe de Guinée

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un officier de la police maritime ghanéenne observe un navire de pêche présumé illicite lors d'un exercice dans le Golfe de Guinée.

Dix-neuf pays africains ont lancé un réseau pour affronter la piraterie, le vol en mer, les kidnappings et la traite des personnes dans le Golfe de Guinée, lieu stratégiquement important.

Le GOGIN (Gulf of Guinea Interregional Network, réseau inter-régional du Golfe de Guinée) a été officiellement lancé après une cérémonie dans la capitale camerounaise de Yaoundé en juin 2017.

« Les nations côtières, depuis l'Angola jusqu'au Sénégal, ont commencé à travailler ensemble pour combattre la criminalité en mer », selon une déclaration officielle du groupe.

L'initiative de quatre ans et de 9,8 millions de dollars financée par l'Union européenne est conçue pour réprimer le crime maritime dans une région où la traite des êtres humains et le trafic de stupéfiants sont fréquents. La pêche illégale et le vol du pétrole sont aussi des problèmes majeurs dans cette zone, qui s'étend sur 6.000 kilomètres.

Le vice-amiral français à la retraite Jean-Pierre Labonne est le chef de la force opérationnelle GOGIN. « Notre objectif à long terme est de soutenir la paix, la stabilité et le développement économique et humain dans toute l'Afrique occidentale et centrale », déclare l'amiral Labonne. Il ajoute que le GOGIN fournirait aux états participants une aide technique et logistique pour combattre le crime et mieux échanger les informations.

Les états africains bénéficieront aussi des modules de formation académique et des exercices en mer, dans le but de superviser en fin de compte de telles activités. GOGIN est issu du Processus de Yaoundé, code de conduite adopté en 2013 à la suite d'un sommet régional sur la façon de faire face aux activités maritimes illégales en Afrique occidentale et centrale.

L'initiative GOGIN s'ajoute aux opérations existantes, notamment un centre de coordination inter-régional à Yaoundé pour surveiller le Golfe de Guinée.

UN GARDE FORESTIER GAGNE UN PRIX DE L'ENVIRONNEMENT

BRAND SOUTH AFRICA

Un ex-enfant soldat de la République démocratique du Congo (RDC) a reçu un prix environnemental international pour son travail de garde forestier et de conservationniste dans le Parc national des Virunga, le plus ancien parc d'animaux sauvages d'Afrique.

Rodrigue Katembo a gagné le prix environnemental Goldman en avril 2017 pour ses efforts de prévention de l'exploration potentiellement nuisible du pétrole dans le parc. En plus d'avoir mobilisé les citoyens de la RDC pour protester contre les plans de forage de pétrole dans les Virunga, il a aussi travaillé en secret pour exposer les pots-de-vin offerts par les sociétés pétrolières étrangères aux fonctionnaires de l'état et la corruption de ces derniers.

Des recherches environnementales indiquent que l'exploration du pétrole dans le parc menacerait les habitats des gorilles, éléphants et lions, espèces en danger de disparition dans la région.

Le prix Goldman, appelé souvent le Nobel vert, est un prix annuel qui reconnaît les activistes environnementaux communautaires dans six régions du monde. Le prix est décerné par la Fondation environnementale Goldman, basée aux États-Unis.

Le Parc national des Virunga héberge le quart de la population mondiale restante des gorilles des montagnes ; il en reste moins de 900 dans le monde. En outre, le parc s'étend sur plus de 5.000 kilomètres carrés dans la RDC, l'Ouganda et le Rwanda. Il abrite plusieurs écosystèmes délicats, notamment des volcans, des forêts, des systèmes de lacs et de fleuves, et des régions montagneuses.

« Le parc fournit un grand nombre de services différents dont bénéficie la communauté », a déclaré M. Katembo à CNN en avril 2017. « Il y a par exemple les pêcheries protégées, où un grand nombre de pêcheurs peuvent nourrir leur famille et gagner des revenus. »

M. Katembo et son équipe, petite mais dévouée, doivent affronter les syndicats internationaux de braconnage et l'instabilité politique provoquée par divers groupes de milices. Au cours des deux dernières décennies, plus de 160 gardes forestiers ont été tués par les rebelles et les braconniers.

Le conflit politique et la guerre civile en RDC, qui durent depuis des dizaines d'années, sont des choses que M. Katembo connaît bien. Lorsqu'il était adolescent en 1989, un groupe de miliciens l'avait forcé à devenir enfant soldat. Il a combattu avec divers groupes jusqu'en 2003, lorsqu'une courte période de paix lui donna l'opportunité de quitter cette vie et de réaliser son rêve de toujours : travailler avec les animaux sauvages.

Rodrigue Katembo
PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Le projet du Nil
RELIERA 10 PAYS

PERSONNEL D'*ADF*

Les travaux sont sur le point de commencer sur une voie commerciale de 4.000 kilomètres qui doit relier la mer Méditerranée au lac Victoria, promettant d'améliorer les échanges commerciaux pour 10 nations.

Cette voie navigable, destinée notamment à utiliser le Nil comme route maritime commerciale, devrait être complétée d'ici à 2024. Elle traversera le Burundi, l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud et la Tanzanie. L'Éthiopie a accepté tardivement ce projet, ne décidant de rejoindre les autres pays qu'en début 2017.

Le projet est destiné aux vaisseaux commerciaux de petite et moyenne taille afin de stimuler le commerce entre les 10 pays. C'est l'un des éléments du projet de l'axe routier Le Caire-Le Cap reliant l'Égypte à l'Afrique du Sud et long de 10.000 kilomètres.

Le projet intégrera également des lignes ferroviaires. Le budget prévu pour cette voie de navigation serait de 10 à 12 milliards de dollars.

Cette voie navigable est compliquée à réaliser. Il faudra construire des écluses en raison des chutes présentes sur le parcours.

L'Égypte a fait état de nombre de volets potentiels du projet, y compris le soutien au développement économique du bassin du Nil par le biais d'une augmentation du niveau d'échanges commerciaux et de transports de biens et de personnes, et également l'établissement d'un centre de formation de gestion de la navigation fluviale dans certains des états concernés.

Pendant une première phase il est prévu de réaliser la section reliant le lac Albert, en Ouganda, à Khartoum, au Soudan ; un lien de Gambela, en Éthiopie, au Nil blanc dans le Soudan du Sud ; et un lien de Khartoum à Aswan, en Égypte.

THE ASSOCIATED PRESS

Les pays limitent

LES CARBURANTS « SALES »

BBC NEWS SUR BBC.CO.UK/NEWS

Les Nigérians utilisent le terme "va-doucement" pour désigner les embouteillages gigantesques de voitures, de camions et d'autres véhicules sur les rues de Lagos. Se déplacer dans la ville demande le plus souvent de la patience et de la persévérance, et en plus du stress au volant, il y a également l'importante incidence de la pollution de l'air sur la santé publique.

Bien des véhicules crachent de grands nuages noirs et sulfureux, le résultat de l'emploi du diesel avec une forte teneur en soufre et appelé carburant « sale ». Actuellement, le Nigeria s'attaque à cette cause majeure de pollution de l'air. En décembre 2016, le Nigeria faisait partie de 5 pays d'Afrique occidentale qui se sont engagés à ne plus importer les carburants sales utilisés pour les véhicules et les groupes électrogènes. Les autres pays concernés sont le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Sept autres pays ont déjà interdit ce type de carburant.

L'annonce arrive après un rapport accablant qui accuse les entreprises européennes d'exploiter une législation peu efficace en Afrique occidentale pour exporter des carburants fortement chargés en souffre. La quantité de souffre dans certains carburants utilisés en Afrique dépasse de 300 fois le niveau considéré comme sûr en Europe.

L'Organisation mondiale de la santé classe les particules de souffre émises par les moteurs des véhicules et les groupes électrogènes comme l'une des principales menaces mondiales pour la santé. Ces polluants sont liés aux maladies cardiaques, au cancer du poumon et aux problèmes respiratoires.

« Cette interdiction enverra un signal fort aux importateurs indiquant que le gouvernement ne va pas lâcher la question », déclare David Ugolor du réseau africain pour l'environnement et la justice économique. « Ce qui manque dans la gouvernance nigériane, c'est la confiance. Si le gouvernement veut regagner la confiance du peuple, il faudra qu'il continue à soutenir ce type de réglementation. »

Malgré le fait que le pays soit un producteur de pétrole majeur, le Nigeria importe la majeure partie de son carburant. Selon le gouvernement, les nouvelles raffineries en cours de construction au Nigéria produiront du carburant propre, permettant ainsi d'améliorer la situation.

LE KENYA déploie un dispositif de prévention du VIH

VOICE OF AMERICA

Pour la première fois, des milliers de Kényans séronégatifs suivront un traitement antirétroviral quotidien afin de prévenir de nouvelles infections.

Ce nouveau programme a pour objectif de baisser le taux de transmission du VIH dans le pays pour les personnes qui sont particulièrement à risque, comme les victimes de viol et les toxicomanes séronégatifs.

Martin Sirengo, qui dirige le Programme national de contrôle du sida et des MST déclare que cette mesure comporte l'utilisation de la prophylaxie de préexposition (PrEP).

« Nous introduisons la PrEP pour certaines populations, pas pour tout le monde. Les populations concernées comprennent notamment les partenaires séronégatifs dans les couples sérodiscordants, c'est-à-dire lorsque l'autre partenaire est positif, déclare M. Sirengo. Les personnes qui arrivent et qui présentent des antécédents répétés de maladies sexuellement transmissibles, les personnes qui viennent se refournir en médicaments PrEP, qui nous déclarent qu'elles sont à risque d'être infectées par le VIH » sont éligibles, explique-t-il. « Nous recommandons aussi la PrEP aux personnes qui ont des partenaires multiples. »

Lorsqu'ils sont pris quotidiennement, les médicaments permettent de prévenir les infections du VIH dans 96 % des cas. Selon les chercheurs, les 4 % de personnes infectées n'avaient pas bien suivi le traitement.

Le Kenya est le deuxième pays d'Afrique à avoir mis en place l'utilisation de la PrEP, après l'Afrique du Sud.

Une technicienne de laboratoire analyse des échantillons de sang pour le dépistage du VIH dans une clinique de Nairobi au Kenya.

THE ASSOCIATED PRESS

Les élections au Ghana sont un modèle pour l'Afrique

CENTRE AFRICAIN POUR LES ÉTUDES STRATÉGIQUES

Le 7 janvier 2017, le Ghana a organisé sa septième inauguration présidentielle depuis 1992. Cela marque le troisième changement de parti au pouvoir, ce qui est inhabituel en Afrique, où presque tous les pays ont bien des élections, mais le parti au pouvoir reste presque toujours le même.

Sur les 54 pays du continent, seulement 19 leaders en place dans 11 pays n'ont pas été réélus depuis la fin du colonialisme. Au Ghana, le double exploit de tenir des élections régulières et de changer le parti au pouvoir a permis d'institutionnaliser le processus de transition politique grâce au système électoral.

Les supporters du président élu du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, fêtent sa victoire électorale à Accra, au Ghana.

ASSOCIATED PRESS

Néanmoins, près d'un quart de siècle après avoir pris le chemin de la démocratisation, l'incertitude régnait à la veille des élections de décembre 2016, qui opposaient John Dramani Mahama du parti au pouvoir, le Congrès démocratique national, à son concurrent principal, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo du Nouveau parti patriotique. C'est ce dernier qui a gagné. Six mois avant les élections, beaucoup de Ghanéens déclaraient ne pas faire confiance au commissions judiciaires et électorales, deux institutions essentielles pour administrer un processus de transition politique dans l'apaisement et la légalité. Des incidents violents se sont produits au cours du processus électoral, et les politiciens et leur entourage ont souvent eu recours à des discours virulents.

Malgré ces signes inquiétants, la politique de transition du Ghana s'est déroulée sans accroc. Même si certains acteurs politiques ont remis en question les résultats électoraux et se sont accusés mutuellement de trucage, tous ont fini par accepter les résultats sans violence.

Les sondages conduits en juillet et en octobre 2016 par le Centre ghanéen pour le développement démocratique font ressortir une évolution positive dans la crédibilité de la Commission électorale. En juillet, 58 pour cent des Ghanéens estimaient que cette commission était bien préparée pour les élections, une proportion qui augmenta à 73 pour cent en octobre. Cette augmentation importante dans la perception positive des citoyens ghanéens peut être attribuée à la démarche de crédibilisation des listes électorales menée par la commission, accompagnée d'un effort soutenu pour encourager les inscriptions et faciliter le vote.

Au vu de la frustration croissante de la population lorsque la Commission électorale n'était toujours pas en mesure d'annoncer un gagnant deux jours après les élections, M. Mahama a fait appel au calme et a réaffirmé sa confiance dans le travail de la commission : « Je veux assurer la nation que nous accepterons les résultats de l'élection, qu'ils soient positifs ou négatifs. »

De même, M. Akufo-Addo a insisté qu'il « est important de maintenir le calme. Nous avons déjà connu cela ». Ces déclarations reflétaient les promesses conjointes émises en mai 2013, lorsqu'ils avaient affirmé qu'ils accepteraient la décision de la Cour suprême concernant le gagnant des élections de 2012, avant que celle-ci ne rende sa décision.

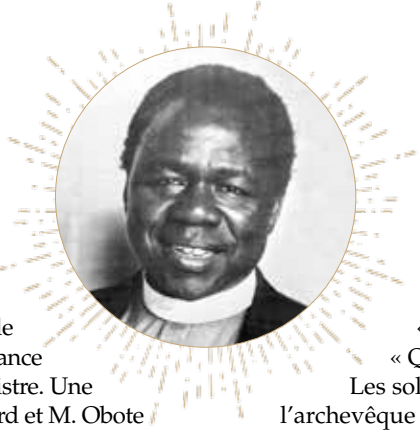
IMAGE DU PASSÉ

L'ARCHEVÊQUE JANANI LUWUM, MARTYR *de* L'OUGANDA

Lorsque l'archevêque anglican d'Ouganda Janani Luwum a affronté le président Idi Amin et ses atrocités en 1977, il savait que M. Amin n'allait pas le tolérer. L'archevêque se tourna vers l'un de ses amis et déclara : « Ils vont me tuer. Je n'ai pas peur. »

Cette prédiction ne tarda pas à se concrétiser.

PERSONNEL D'*ADF*



Janani Luwum est né en 1922. Après avoir suivi une formation d'enseignant des écoles, il se convertit au christianisme en 1948. Il est ordonné prêtre en 1956 et passe une année d'étude à Canterbury, en Angleterre. En 1969 il est consacré évêque du Nord de l'Ouganda.

Entre temps, son pays traverse une période d'instabilité. L'Ouganda gagne son indépendance en 1962 et Milton Obote devient premier ministre. Une lutte pour le pouvoir a lieu quatre ans plus tard et M. Obote suspend la Constitution. L'année suivante, sous la nouvelle constitution de M. Obote, l'Ouganda devient une république dont il est le président. En 1971, M. Amin, qui est à l'époque chef d'état-major des forces armées du pays, renverse Obote and met immédiatement en place une politique de répression par les arrestations, les expulsions et les assassinats.

Janani Luwum devient archevêque d'une région ecclésiastique qui regroupe l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda en 1974. M. Amin tente d'établir une relation amicale avec l'archevêque, qui a son tour tente d'influencer le dictateur à montrer plus de clémence envers ceux qu'il perçoit comme ses ennemis. Il décrit M. Amin et ses proches comme étant « complètement égoïstes ».

Dès ses premiers jours comme prêtre, Janani Luwum avait montré une énergie et une créativité exceptionnelles. En tant que chef de file de la foi anglicane dans son pays, il démontre son courage et sa détermination. Il fréquente régulièrement le Bureau de recherche de l'état, qui a depuis été décrit comme « la boucherie personnelle d'Idi Amin », pour plaider la libération des prisonniers politiques.

Les leaders anglicans, catholiques et musulmans commencent à travailler ensemble pour protester contre la violence de M. Amin. En 1977, après une rébellion mineure de l'armée, M. Amin décide de mettre fin à toute opposition. Son armée assassine des milliers de personnes, effaçant toute la population du village d'origine de M. Obote au passage. Il ordonne que la maison de Janani Luwum soit prise d'assaut, soi-disant à la recherche d'armes cachées. Lorsque l'archevêque contacte M. Amin pour protester, ce dernier le fait arrêter en même temps que deux membres de son cabinet.

Pendant une pantomime de « procès », M. Amin demande à la foule : « Qu'allons-nous faire de ces traîtres ? » Les soldats l'exhortent à les mettre à mort : l'archevêque et ses deux membres de cabinet sont amenés vers une Land Rover. Personne ne les revoit jamais vivants. Plus tard, des témoins déclarent que les trois hommes ont été amenés dans une caserne de l'armée, où ils ont été passés à tabac et finalement fusillés. M. Amin déclare que Janani Luwum est décédé dans un accident de voiture, mais les proches de ce dernier retrouvent les trous laissés par les balles sur sa dépouille.

La nouvelle se répand et 4.500 personnes en deuil se rassemblent à Kampala pour rendre hommages à l'archevêque, manifestation dangereuse sous M. Amin. Dix mille personnes se rassemblent également en l'honneur de Janani Luwum à Nairobi, au Kenya.

Deux ans plus tard, M. Amin est renversé et doit fuir l'Ouganda. Il meurt en exil en 2003.

Le 16 février 2017, le gouvernement de l'Ouganda et l'église anglicane ont marqué ensemble le 40ème anniversaire du meurtre de l'archevêque. Cet anniversaire est devenu une fête nationale en Ouganda. Le village d'origine de Janani Luwum, Mucwini, accueille la cérémonie d'anniversaire et symbolise aujourd'hui le martyre religieux dans toute l'Afrique.

Janani Luwum a laissé derrière lui son épouse et neuf enfants. Aujourd'hui, il est commémoré non seulement en Afrique mais partout dans le monde. Sa statue est dévoilée en 1998 ; elle fait maintenant partie de l'hommage aux martyrs du 20ème siècle situé devant l'abbaye de Westminster à Londres.

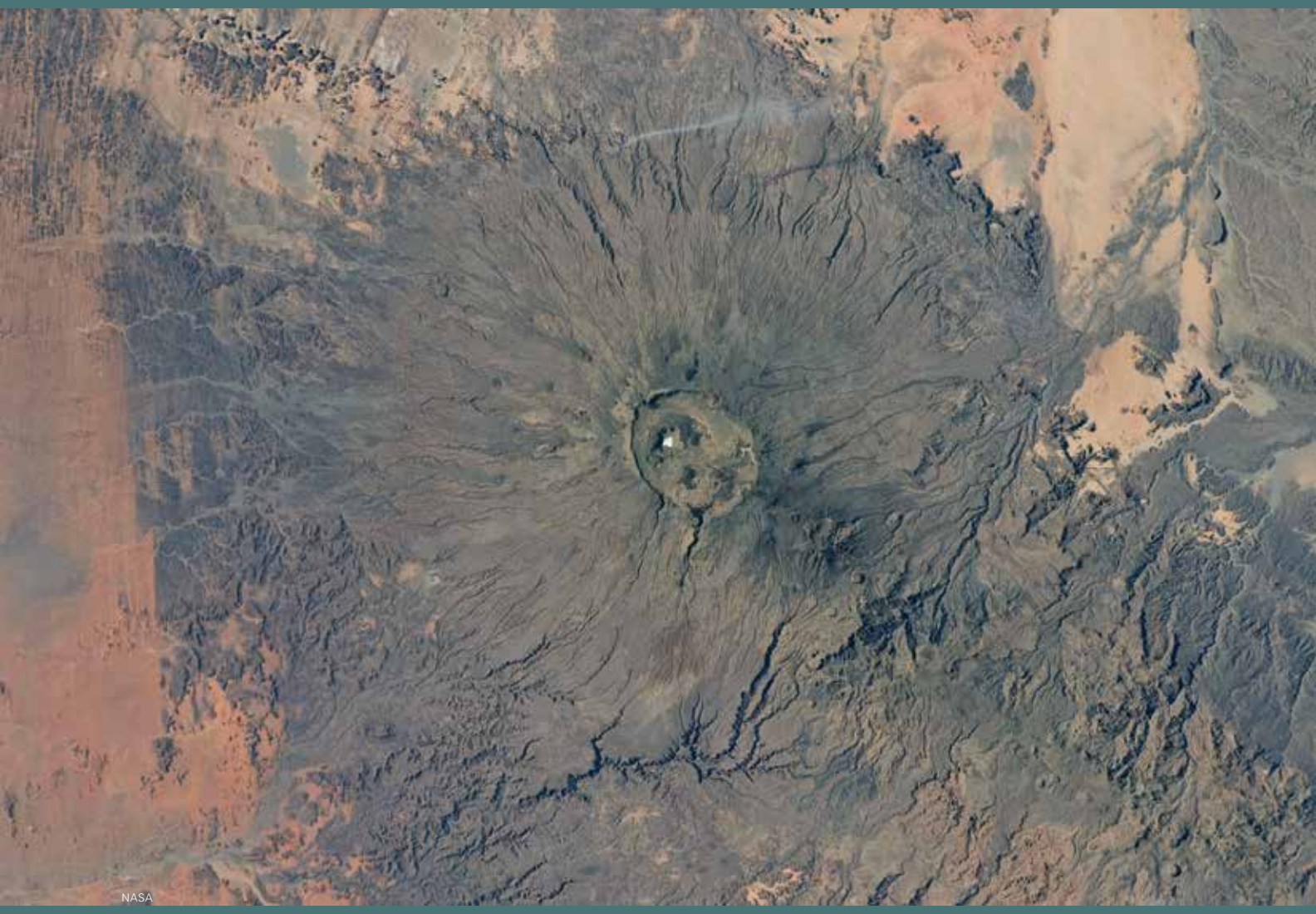
INDICES

1. **À 3.415 mètres au-dessus du niveau de la mer, c'est le plus haut sommet de la région du Sahara.**

2. **Ce sommet possède trois cratères volcaniques, dont deux se chevauchent.**

3. **Le plus grand cratère à une largeur d'environ 19 kilomètres et une profondeur de plus de 1.200 mètres.**

4. **Il n'existe aucune archive historique indiquant une éruption de ce volcan.**



NASA

RÉPONSE : l'Emi Koussi, dans le massif du Tibesti au Nord du Tchad

partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

adf
AFRICA DEFENSE FORUM